



## REPUBLIQUE DE GUINEE

*Travail – Justice – Solidarité*

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



*Agence Nationale de Lutte contre la Corruption et de promotion de la bonne gouvernance*

# ANLC

## RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL 2015

CONAKRY, LE 15 JANVIER 2015

**« Lutter contre la corruption et,  
Promouvoir la bonne gouvernance »**

***« Avec les Réformes engagées durant le premier quinquennat, si la Guinée a pu réaliser de telles performances en si peu de temps, en dépit des troubles sociaux politiques, de l'effet EBOLA, de la rareté des ressources financières et leurs impacts négatifs, il faut avoir la certitude que le pari « Rompre la chaîne de la corruption » et « Stop à la Corruption » pour « l'Émergence et le développement intégré durable de la Guinée, avec et pour les Guinéens » peut aussi être gagné, sous la Gouvernance du Professeur ALPHA CONDE, démocratiquement réélu pour un second quinquennat 2016-2020, et l'accompagnement de nos Partenaires engagés aux côtés de la Guinée ».***

***« Un défi et des enjeux qui interpellent toutes les composantes de la Nation Guinéenne ».***

## TABLE DES MATIERES

### INTRODUCTION

- I- HISTORIQUE ET EVOLUTION
- II- CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL
- III- REALISATIONS
- IV- SITUATIONS FINANCIERES
- V- DIFFICULTES ET SUGGESTIONS
- VI- PERSPECTIVES / 2016 - 2017
- VII- CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS
- VIII- REMERCIEMENTS
- IX- ANNEXES

## Introduction

Chaque année, la Guinée à l'instar des autres Etats de l'Afrique de l'Ouest et Centrale perdent des milliards de dollars tant en recettes qu'en dépenses de l'Etat, en raison de la corruption et les pratiques assimilées, au détriment des projets d'utilité publique, notamment des écoles, des centres de santé, des pistes et routes, des activités génératrices d'emploi et de revenus en faveur des jeunes, des femmes et des personnes handicapées.

Les ressources publiques sont régulièrement détournées à travers des entreprises avec des bénéficiaires non divulgués et vers des comptes bancaires dans de lointaines destinations.

En Guinée, l'enquête nationale sur la corruption et la gouvernance réalisée par l'Agence nationale de lutte contre la corruption avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale, indiquait que 500 milliards de francs guinéens sont payés chaque année en pot de vin.

La corruption doit être vigoureusement combattue car elle a des effets désastreux sur le développement, les fonds qui devraient servir à financer des écoles, des cliniques et d'autres services publics se retrouvant entre les mains de criminels.

La corruption sape la démocratie et la primauté du droit, entraîne des violations des droits de l'homme, fausse les marchés, érode la qualité de vie et permet la criminalité organisée, le terrorisme et d'autres menaces à la sécurité humaine de s'épanouir.

La corruption exacerbe la violence et l'insécurité et creuse les inégalités, surtout dans les sociétés vulnérables. Elle peut susciter un mécontentement et une colère bien compréhensibles et déclencher des troubles sociaux.

Nous sommes tous victimes de la corruption qui a des conséquences négatives partout où elle sévit.

Lorsque des contrats juteux sont en jeu, la corruption, la fraude et la soustraction peuvent compromettre des projets d'infrastructure de grande envergure. Ces pratiques peuvent aboutir à des détournements de fonds et, parfois, à un abandon du projet, mais aussi à des infrastructures qui ne sont qu'en partie achevées ou qui ne répondent pas aux normes.

Par le fait de la corruption, des fonds peuvent être affectés à des secteurs non prioritaires mais offrant de meilleures perspectives d'enrichissement personnel. Ainsi, même lorsqu'un hôpital ou une université fait cruellement défaut, des pots-de-vin versés à des personnes bien placées peuvent faire porter la priorité sur un autre projet bien moins nécessaire.

La corruption sape les fondements de la démocratie, réduit l'investissement, entretient la pauvreté, et provoque des tensions sociales. Elle se nourrit des conflits qu'elle alimente en même temps.

La corruption se révèle par ailleurs comme l'outil opérationnel des organisations criminelles qui recourent à la violence et à l'intimidation, en raison de l'impunité dont elles bénéficient.

La lutte contre le phénomène de la corruption et les pratiques assimilées constitue une vive préoccupation du Président de la République, **Professeur Alpha CONDE** et de son Gouvernement.

Cette préoccupation du Chef de l'Etat s'est illustrée par i) l'érection de l'Agence nationale de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance (ANLC), en organisme spécialisé de la Présidence de la République, chargée d'élaborer et de suivre la mise en œuvre de la politique nationale de bonne gouvernance, et de mener des activités de prévention, de détection de la corruption et les pratiques assimilées, par le Décret N°D/2012/132/PRG/SGG portant organisation de la Présidence de la République, du 12 décembre 2012 ; ii) la ratification, la promulgation de la Convention des Nations Unies contre la Corruption et la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte Contre la Corruption.

A l'occasion de la célébration du 12<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Direction de l'ANLC salue les efforts du Président de la République et de son Gouvernement en matière de promotion de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ; profite de cette opportunité pour présenter son **Rapport d'Activités Annuel 2015**.

## I- HISTORIQUE ET EVOLUTION DE L'ANLC

L'ANLC a connu une évolution en plusieurs étapes, différées comme suit :

- Comité National de Lutte contre la Corruption (CNLC), créé suivant le Décret n° D/2000/017/PRG/SGG, du 04 Février 2000.
- Au sein du Ministère à la Présidence chargé du Contrôle Economique et Financier, par Décret n° D/2004/018/PRG/SGG, du 08 Mars 2004, auquel furent transférées les attributions du CNLC, par Décret D/2004/049/PRG/SGG/ du 1<sup>er</sup> juillet 2004.
- Arrêté N°2004/7138/MPCEF/SGG, définit le fonctionnement de l'Agence nationale de lutte contre la corruption et de moralisation des activités économiques et financières (ANLC).
- Arrêté N°2004/7262/MPCEF/SGG, du 27 juillet 2004, nomme les membres du Secrétariat Permanent de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption et de Moralisation des Activités Economiques et Financières (ANLC).
- Décret D/2010/128/PRG/SGG du 22 juin 2010, portant attributions et organisation du Ministère du Contrôle Economique et des Audits, l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption et de moralisation des activités économiques et financières (ANLC). est érigé en Etablissement Public à caractère administratif (EPA).
- Décret D/2010/129/PRG/SGG du 22 juin 2010, portant nomination des Hauts Cadres au Ministère du Contrôle Economique et des Audits, sont nommés le Secrétaire Exécutif et le Secrétaire Exécutif Adjoint de l'ANLC.
- Arrêté N° 2010/4050/MCEA/CAB/SGG, du 26 Avril 2010, crée les Antennes Régionales de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption.
- Notes de Service : i) N° 0016/MCEA/DRH/CAB du 31 Mai 2010, ii) N°2010/0017 du 10 Juin 2010 et, iii) N°2010/0017 du 16 Juin 2010, toutes portant mis à disposition de fonctionnaires dans les Structures du Ministère du Contrôle Economique et des Audits, 28 Cadres sont mis à la disposition de l'ANLC, en complément de l'effectif déjà en place.
- Arrêté 2010/N°2858/MCEA/SGG du 14 Juillet 2010, définit les attributions, l'Organisation et le Fonctionnement de l'Agence Nationale de promotion de la Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption (ANBGLC).
- Arrêté N°/2010/04170/MCEA/CAB/SGG, du 20 Septembre 2010, nomme les Cadres à l'Agence Nationale de promotion de la Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption (ANBGLC).
- Décision n°2010/0045/MCEA/CAB/SGG, du 20 Octobre 2010, confirme le Personnel d'Appui de l'Agence Nationale de promotion de la Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption (ANBGLC).

L'ANLC a effectué plusieurs activités dans le cadre de ses missions sanctionnées par des Rapports d'activités de 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014.

#### **De 2000 à 2004 :**

L'ex Comité national de lutte contre la corruption et de moralisation des activités économiques et financières :

i) avec l'appui de la Banque mondiale, a réalisé la première enquête nationale, en 2003, sur la perception de la corruption qui a permis à la Guinée d'être classée par Transparency International en 2005.

ii) publie ses premiers rapports d'investigations accablants avec des dossiers transmis à la Justice. L'ANLC, avec l'appui des Partenaires au développement, a créé i) un site web (en formation), ii) un numéro vert (147) pour dénoncer les faits ou cas de corruption et, iii) la publication d'un bulletin d'information.

En outre, l'ANLC a procédé à la signature, le 09 décembre 2011, d'un partenariat avec le Secrétariat Général à la Présidence de la République, chargé des Services spéciaux, de la Lutte contre la Drogue et les Crimes organisés.

Du 10 Mai 2004 au 11 Décembre 2012, l'ANLC est restée sous la tutelle des différents Ministères en charge du Contrôle Économique, Financier et des Audits.

## **II- CADRE JURIDIQUE ET INSITUATIONNEL**

### **A) ERECTION EN ORGANISME SPECIALISE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

La volonté « politique » du Président de la République, **Professeur ALPHA CONDE**, de lutter contre la corruption, les pratiques assimilées, et de promouvoir la bonne gouvernance s'est traduite par l'érection de **l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption, et de promotion de la Bonne Gouvernance (ANLC)**, en **Organisme spécialisé de la Présidence de la République**, et placé sous l'autorité directe du Chef de l'État, par le Décret n° D/2012/132/PRG/SGG du 12 Décembre 2012, portant Organisation de la Présidence de la République.

Suivant l'Article 72 dudit Décret, l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC) a pour missions : i) d'élaborer et de suivre la mise en œuvre de la Politique nationale de bonne gouvernance et, ii) de conduire les activités de prévention, de détection et de répression de la corruption et les pratiques assimilées.

Son domaine de compétence couvre l'ensemble des structures et entités publiques ou privées quel que soit le mode de gestion, d'organisation ou de localisation géographique.

Le mode de fonctionnement, les missions et responsabilités des organes de l'ANLC sont déterminés par Décret du Président de la République.

L'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC) est dirigée par un Directeur nommé par Décret du Président de la République.

Les toutes premières mesures prises par le Président de la République, Chef de l'Etat, **Professeur ALPHA CONDE**, furent la **ratification de la Convention des Nations Unies contre la Corruption, le 06 décembre 2011, à la veille de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la corruption; et celle de l'Union Africaine.**

**Le Protocole de la CEDEAO sur la prévention et la lutte contre la corruption est dans le processus de Ratification.**

L'ANLC, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la corruption, le 9 Décembre 2014 a procédé à la remise, aux plus hautes autorités de la République, **l'Avant-Projet de Loi portant Prévention, Détection et Répression de la Corruption et les pratiques assimilées en Guinée « Loi Anti-Corruption ».**

## **B) MISSIONS**

L'ANLC, par le Décret du 12 Décembre 2012, ci-dessus cité, au titre de :

### **1- La lutte contre la corruption et les infractions assimilées :**

Elle est chargée de :

- Proposer une politique et un cadre stratégique de prévention et de lutte contre la corruption pour la protection des biens publics et collectifs ;
- assurer l'efficacité des mesures « d'ordre légal et réglementaire » et actions visant à prévenir, à détecter, à réprimer et à éliminer les actes de corruption et les infractions assimilées, et coopérer avec tous les secteurs, tant public que privé et la société civile, dans l'élaboration des règles de déontologie et d'éthique;
- suivre et évaluer l'application effective des dispositions légales et réglementaires de lutte contre la corruption et les pratiques assimilées, afin de déterminer leur efficacité et leur efficience;
- favoriser la transparence dans la gestion des deniers publics ;
- promouvoir la redevabilité, l'intégrité et la transparence dans la gestion des secteurs public, privé et mixte ;
- collecter, centraliser et exploiter les dénonciations et informations dont elle est saisie pour des pratiques, faits ou actes de corruption et infractions assimilées;
- mener toutes études ou investigations et proposer toutes mesures de nature à prévenir ou à juguler la corruption ;
- procéder, le cas échéant, au contrôle physique de l'exécution du budget de l'Etat, des projets et programmes, ainsi qu'à l'évaluation des conditions de passation des marchés publics ;
- recueillir, sous réserve de l'article 36 de la Constitution en ce qui concerne les personnalités visées, les déclarations de patrimoine des agents publics, de traiter, les informations données, et de les archiver ;
- diffuser et vulgariser les textes sur la prévention et la lutte contre la corruption, et de mener toute activité de recherche et d'évaluation des actions anti-corruption ;
- identifier les causes de la corruption et proposer aux autorités compétentes des mesures « initiales et/ou correctives » légales et réglementaires susceptibles de les éliminer dans tous les services publics, parapublics ou privés;
- veiller à l'application correcte des sanctions et décisions de justice contre l'impunité ;
- centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des pratiques de corruption, et assimilées « active ou passive », de trafic d'influence commis par des personnes exerçant une fonction publique ou par des particuliers, de concussion, de prise illégale d'intérêts ou d'atteinte à la liberté et à l'égalité des candidats dans les marchés publics ;

- susciter, assurer la coordination de l'interaction, le suivi des activités et au développement de la collaboration avec tous les organes et/ou structures de prévention et de lutte contre la corruption, tant au niveau national qu'au plan international ;
- coordonner, faciliter et appuyer la coopération internationale et l'assistance technique en matière de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées voire, la fraude et le recouvrement d'avoirs ;
- élaborer des rapports à adresser au Président de la République, conformément à ce qui suit :
  1. Un rapport annuel établi dans un délai de quatre-vingt-dix jours, au maximum, à compter de la date à laquelle prend fin l'année budgétaire. Ce rapport doit comprendre les points suivants :
    - a) l'ensemble des activités réalisées par l'ANLC, au cours de l'année écoulée, les difficultés et les insuffisances qu'elle a connues et constatées, et les propositions de suggestions;
    - b) l'évaluation de l'état de la bonne gouvernance et de la corruption au cours de la période d'élaboration du rapport.
    - c) Des rapports sur des sujets précis dans le cas de nécessité.
    - d) Le rapport annuel est publié par tous moyens appropriés.
- effectuer toutes autres missions, à elle, confiées par le Président de la République.

**2- La mise en œuvre de la Politique nationale de la bonne gouvernance**, et en relation avec les ministères techniques concernés, l'ANLC est chargée de :

- élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale et le cadre stratégique de bonne gouvernance, et de moralisation de la vie publique ;
- promouvoir la bonne gouvernance et l'amélioration des performances de l'administration, et de ses relations avec les usagers ;
- réaliser des études et travaux de recherches en matière de bonne gouvernance ;
- définir et développer les instruments et dispositifs légaux et réglementaires destinés à assurer, garantir et renforcer la bonne gouvernance;
- diffuser et vulgariser les textes sur la bonne gouvernance, et de mener toute activité de recherche et d'évaluation des actions de promotion de la bonne gouvernance;
- identifier les causes des mauvaises pratiques de gouvernance et proposer aux autorités compétentes des mesures « initiales et/ou correctives » légales et réglementaires susceptibles de les éliminer dans tous les services publics, parapublics ou privés;
- élaborer et mettre en œuvre des lignes directrices pour la gestion des conflits d'intérêts dans le service public ;
- promouvoir une culture de service public ne tolérant pas les conflits d'intérêts ;
- susciter, assurer la coordination de l'interaction, le suivi des activités et au développement de la collaboration avec tous les organes et/ou structures de promotion de la bonne gouvernance, tant au niveau national qu'au plan international, afin de réaliser l'harmonie et la complémentarité de leurs rôles respectifs visant à maintenir l'intégrité, la transparence et à lutter contre la corruption ;
- coordonner, faciliter et appuyer la coopération internationale et l'assistance technique en matière de promotion de la bonne gouvernance ;
- élaborer des rapports à adresser au Président de la République, conformément à ce qui suit :
  - a. Un rapport annuel établi dans un délai de quatre-vingt-dix jours, au maximum, à compter de la date à laquelle prend fin l'année budgétaire. Ce rapport doit comprendre les points suivants :

- i) l'ensemble des activités réalisées par l'ANLC, au cours de l'année écoulée, les difficultés et les insuffisances qu'elle a connues et constatées, et les propositions de suggestions;
    - ii) l'évaluation de l'état de la bonne gouvernance et de la corruption au cours de la période d'élaboration du rapport.
  - b. Des rapports sur des sujets précis dans le cas de nécessité.
  - c. Le rapport annuel est publié par tous moyens appropriés
- effectuer toutes autres missions, à elle, confiées par le Président de la République.

### III- REALISATIONS :

L'ANLC, fidèle à la mission qui lui est dévolue a réalisé quelques activités au cours de l'année 2015, conformément à ses attributions.

L'ANLC avec les difficultés connues, certaines missions d'enquête et/ou d'investigation ont été déroulées ; des séminaires et ateliers ont été organisés et ; la participation ou représentation à des rencontres en Afrique et le reste du Monde, dans le cadre de la promotion de la bonne gouvernance ; la prévention et la lutte contre la corruption pour des raisons notamment :

**A-** Sur le **plan international**, l'Agence a enregistré des acquis, en tant qu'Institution nationale chargée de promouvoir la bonne gouvernance ; et de mener des activités de prévention, de détection et de répression de la corruption et les pratiques assimilées.

L'ouverture de la Guinée vers le Monde dans sa dynamique « **Guinée is back** », a permis à l'Agence d'intégrer des plateformes d'Institutions ou d'Autorités de Lutte Contre la Corruption et les Pratiques Assimilées, notamment :

#### 1) **Membre :**

- du Réseau des Institutions Nationales de Lutte contre la Corruption de l'Afrique de l'Ouest (RINLCAO/NACIWA en anglais) ;
- de l'Association des Autorités Anti-Corruption de l'Afrique (AAACA) ;
- du Groupe d'Experts pour la localisation, la saisie et le recouvrement d'avoirs issus de la corruption et des pratiques assimilées ;
- de la Plate-forme des Points de Contact Internationaux pour le Recouvrement d'avoirs, de l'Initiative « StArt/Banque mondiale-INTERPOL-ONUJDC) ;
- du Groupe d'Etats examinateurs de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC), dans l'examen du Burkina Faso et de la Guinée Bissau;
- du Comité de Pilotage de l'ITIE Guinée ;
- du Comité pour l'Eligibilité de la Guinée au MCC ;
- du Comité Technique de la CENTIF.

Et ;

**2) Participation :** Dans le même contexte, l'ANLC a participé à plusieurs rencontres africaines et mondiales :

- la Conférence Régionale Anti-Corruption de l'Afrique de l'Ouest, du 26 au 27 février 2015, à Niamey/Niger (ONUDDC);
- la Table Ronde sur la « Dénonciation » pour les Institutions nationales de Lutte contre la Corruption des Etats membres de la CEDEAO et, l'Assemblée Générale annuelle du Réseau des Institutions Nationales de Lutte Anti-Corruption (RINLCAO/NACIWA en anglais), du 10 au 14 mars 2015, à Abuja/Nigéria.
- la 23<sup>ème</sup> Réunion de la commission technique du GIABA (Groupe inter-gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest), du 18 au 22 mai 2015 à Yamoussoukro/Côte d'Ivoire.
- la Visite de travail à la Direction du Département de l'Intégrité et de la Lutte Contre la Corruption du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), à Abidjan/Côte d'Ivoire, le vendredi 22 mai 2015, pour un Accord de Partenariat avec le Groupe de la BAD,
- la 6<sup>ème</sup> session du Groupe d'Examen de l'Application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2015, à Vienne/Autriche ;
- l'atelier de formation sur l'enseignement de la Lutte contre la Corruption dans les Universités en Afrique de l'Ouest et du Centre, du 2, 3 et 4 juin 2015, à Doha /Qatar ; à l'attention des Professeurs d'Université de l'Afrique de l'Ouest et Centrale francophone (ONUDDC) ;
- l'Assemblée générale extraordinaire du RINLCAO, consacrée à l'examen et à l'adoption des nouveaux statuts (Constitution) du RINLCAO et, l'atelier sur la lutte contre le trafic de drogue, le crime organisé et la corruption dans la région ouest africaine, du 8 au 9 juin 2015, à Bamako/Mali;
- l'atelier d'examen des textes constitutifs et de restructuration organisationnelle de l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat (ASCE), Institution nationale de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption, du 6 au 7 juillet 2015, à Ouagadougou/Burkina Faso;
- la visite-pays dans le cadre de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption au Burkina Faso, par les experts du Rwanda et de la Guinée, pays examinateurs, du 1<sup>er</sup> au 3 septembre 2015 ;
- l'atelier de pré-validation de la Note Conceptuelle DaO, relatif à la réforme du Système des Nations Unies, du 13 au 14 septembre 2015, à Kindia ;
- l'atelier de formation de Journalistes membres de l'Association Médias Intégrité Guinée (AMIG), à Kindia, 2015 ;
- l'Atelier d'information et de sensibilisation sur le rôle des innovations technologiques dans l'identification et la réduction de la corruption - défis et opportunités pour la société civile/ Département de l'intégrité et de la lutte contre la corruption (IACD) de la BAD, à Dakar/Sénégal,

du 13 au 17 Septembre 2015, à l'hôtel Radisson Blu, avec la visite de travail au siège de l'OSIWA à Dakar;

- 13<sup>ème</sup> programme mondial d'Interpol sur la lutte contre la corruption, la criminalité financière et recouvrement d'avoirs, du 14 au 18 septembre 2015, à Dakar au Sénégal ;
- la formation des cadres de RINLCAO/NACIWA sur la corruption à l'académie d'anti-corruption de l'EFCC à Abuja au Nigeria du 28 septembre au 9 octobre 2015 ;
- la 6<sup>ème</sup> Conférence des Etats parties à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, du 2 au 6 novembre 2015, à Saint Petersburg/Russie ;
- la 6<sup>ème</sup> Conférence des Points de Contact Internationaux pour le Recouvrement des Avoirs volés « Initiative StArt-INTERPOL-ONUDC », du 16 au 20 novembre 2015, à New Delhi/Inde.

Le Directeur Exécutif Adjoint a participé au Sommet des Think-Tanks Turco-Africains, en tant qu'invité, du 18 au 21 décembre 2015, à Istanbul/Turquie, dans le cadre de la coopération Turco-Africaine.

### 3) Partenariat avec :

- L'ONUDC (Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime) et l'OMD (Organisation Mondiale des Douanes), dans le cadre du Programme de Contrôle des Conteneurs (PCC), pour l'installation d'une Unité mixte de Contrôle des Conteneurs en Guinée (Port et Aéroport).
- L'OMD, dans le cadre de la lutte contre la corruption, la fraude, les pratiques assimilées, et pour la promotion de l'éthique et de la bonne gouvernance dans les secteurs publics et privés en général, et au sein des administrations douanières en Guinée et en Afrique de l'Ouest et Centrale (Département régional pour le Renforcement des Capacités de la Région d'Afrique Centrale et Occidentale/OMD).
- Le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) avec :
  - i) le Département de la Gouvernance et des Reformes Economiques et Financières, pour l'accompagnement de l'ANLC, conformément aux orientations du Cadre d'Appui de la Banque à ses Pays membres régionaux dans l'amélioration de la bonne gouvernance, priorité opérationnelle de sa Stratégie décennale 2013 – 2022.
  - ii) le Département de l'Intégrité et de Lutte Contre la Corruption, pour des relations de travail et de coopération, entre l'ANLC et le Département de l'IACD de la BAD, dans le cadre de leurs mandats respectifs :
    - a) de promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et de l'intégrité ;
    - b) de lutte contre la corruption et les pratiques assimilées, dans le cadre des opérations ou transactions de la BAD en Guinée ;
    - c) de renforcement des capacités institutionnelles et humaines de l'ANLC et de ses partenaires de terrain.

- La Division de la Lutte Contre la Corruption de l'OCDE, dans le cadre du Réseau mondial pour l'application de la Convention de Lutte Contre la Corruption.
- Le Secrétariat Général à la Présidence de la République chargée des Services Spéciaux et de la Lutte Contre la Drogue et le Crime Organisé ;
- L'ONG-UGAF (Union Guinéenne Anti-Fraude) ;
- Le Laboratoire de Recherche Société-Démocratie-Développement Durable (LARSODED) de l'Université Général Lansana CONTE de Sonfonia ;
- Le Centre d'Analyses Economiques et Opérationnelles (CAEO) de l'Université Gamal Abdel NASSER de Conakry.
- La Fédération Guinéenne des Promoteurs de la Filière Moringa, dans le cadre de la mise en œuvre du Prix Panafricain de la Bonne Gouvernance « **Prix du Bilan d'Or** ».

#### **4- Positionnement de la Guinée dans les indices et/ou notations en matière de gouvernance, transparence et de lutte contre la corruption (Voir annexes 1 à 4)**

**B- sur le plan national**, l'Agence a déroulé quelques missions d'investigations et/ou d'enquêtes, et a réalisé des activités de sensibilisation, d'information, de formation, de communication et d'études autour de la corruption et de la gouvernance.

**1- Missions d'enquêtes et/ou d'investigations** « L'équipe des missions d'enquêtes/d'investigations de l'ANLC comprend un Officier de Police Judiciaire (OPJ) de la Gendarmerie Nationale, conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière d'infractions de corruption et des infractions assimilées à la corruption » :

- Mission relative à la vérification de la gestion des ouvrages scolaires de L' INRAP interdit à la vente, dans les 5 communes de la capitale et dans les Préfectures de Coyah et de Dubréka, en janvier 2015;
- Mission relative à l'information documentaire sur les parcelles N°A et 25 du Lot 3 Conakry II, des titres fonciers N°165 et 169, février 2015 ;
- Mission portant sur la recherche des informations autour de la Société Oumou Hawa Trading SARL, Juin 2015 ;
- Mission relative à l'investigation sur les épaves de bateaux enfouies dans le bassin du port autonome de Conakry et le long du littoral à l'ANAM au Ministère des transports 2015;
- Mission relative à la recherche de l'information autour du conflit domanial dans la famille Soumah de Kouria Préfecture de Coyah.

#### **2- Séminaires et ateliers :**

##### **a- Séminaires organisés par l'ANLC sur fonds propres, avec la subvention de l'Etat ;**

- Rencontre annuelle des Antennes Régionales de l'ANLC à Conakry du 07 au 08 Janvier 2015;

- Conférence débats sur le Thème : « les femmes face aux défis de la corruption et de la mal gouvernance, quelle stratégie, le 09 janvier 2015, au Palais du Peuple à Conakry ;
- Atelier de lecture et d'harmonisation de l'avant-projet de loi anti-corruption avec le Ministère de la Justice, du 24 au 25 août 2015, à Conakry;
- Atelier de formation des journalistes de l'AMIG, à Kindia du 20 au 23 septembre 2015.
- Atelier de finalisation de l'avant-projet de loi portant, prévention, détection et répression de la corruption et les pratiques assimilées, avec le Ministère de la Justice, transmis aux plus hautes autorités de la République, novembre 2015.

#### **b- Séminaires organisés avec les Partenaires sur financement extérieur :**

- Atelier d'auto-évaluation de la Guinée sur l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, du 27 au 29 mai 2015, ONUDC, à Conakry;
- Atelier de validation du Guide de l'enquête de l'indice national de perception de la corruption et de la bonne gouvernance, le 29 octobre 2015, OSIWA, à Conakry ;
- Atelier de formation des superviseurs et enquêteurs de l'enquête nationale de perception de la corruption et de la bonne gouvernance, novembre 2015, OSIWA, à Conakry ;

**c-** Organisation de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, dans le cadre d'une Conférence-débats, le 09 décembre 2015, à Conakry.

**d-** Lancement de l'enquête sur l'indice national de perception de la corruption et de la gouvernance, dans cinq (5) Régions administratives et la Ville de Conakry, du 11 au 25 décembre 2015; dont les résultats permettront de disposer des données « actualisées » plus crédibles sur la perception des ménages et des entreprises.

Cette importante étude, financée par l'**Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)**, servira à i) mieux éclairer le Gouvernement et les Partenaires au développement autour de la corruption et de la gouvernance, à ii) orienter dans la finalisation de la Politique Nationale et la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption et de Promotion de la Bonne Gouvernance, ainsi que le Plan d'actions.

#### **3- Groupe de Travail Consultatif :**

L'ANLC dispose en son sein un Groupe d'Experts nationaux pour l'examen de l'application des Instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux de prévention et de lutte contre la corruption en Guinée. Le Groupe à caractère consultatif, est constitué d'éminentes personnes venues des Institutions ou Organismes publics et privés, et de la société civile.

**4-** L'ANLC dispose d'une bibliothèque (versions électronique et papier) bien fournie en thématiques dédiées à la prévention, la lutte contre la corruption, les pratiques assimilées, et la bonne gouvernance.

**5-** L'ANLC est immatriculée à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), pour son personnel contractuel.

#### **6- Visites de Travail :**

- a) L'ANLC a reçu la visite de travail de :
- i) **Monsieur Ian Richards**, Chargé d'Affaires de l'Ambassade de la Grande Bretagne ;
  - ii) **Monsieur Nik Muhammad Nasyron Syah Nik Daud**, Chargé d'Affaires de l'Ambassade de la Malaisie ;
  - iii) **Monsieur Nicolas Dextreit**, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle – Directeur de l'Institut Français de Guinée, de l'ambassade de France ;
  - iv) **Monsieur Samuel De Jaeger**, Conseiller Spécial Anti-Corruption de la Représentation Régionale de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, du 27 au 28 mai 2015.
- b) Dans le cadre de la recherche et/ou du renforcement de partenariat et d'assistance, l'ANLC a effectué des visites de travail auprès des Ambassades de :
- i) la Malaisie, avec **Monsieur Nik Muhammad Nasyron Syah Nik Daud**, Chargé d'Affaires
  - ii) la Grande Bretagne, avec **son Excellence Madame Catherine Inglehearn**, Ambassadeur; et,
  - iii) la France, avec **Monsieur Nicolas Dextreit**, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle – Directeur de l'Institut Français de Guinée.
- c) Dans le même cadre de renforcement des relations interinstitutionnelles, le Directeur Exécutif Adjoint a effectué des visites à:
- i) La **Fondation OSIWA, (Open Society Initiative for West Africa)** à Dakar/Sénégal ;
  - ii) La **Représentation Régionale de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale**, à Dakar, avec un entretien avec **Monsieur Pierre LAPAQUE**, Représentant Régional, assisté de **Monsieur Samuel De Jaeger**, Conseiller Régional Anti-Corruption;
  - iii) **L'Office National de Lutte contre la Fraude et la Corruption (OFNAC)**, à Dakar.

#### IV- SITUATIONS FINANCIERES

La situation financière de l'ANLC, en 2014 et 2015, est la suivante :

##### 1) au titre du Budget National de Développement (BND), à travers les subventions de la Présidence de la République :

2014 :

- Prévu :	880 000 000 FG	
- Exécuté :	660 000 000 FG	-
- Ecart impayé :	220 000 000 GNF	soit 25%

2015 :

- Prévu :	764 456 000 FG	
- Exécuté :	382 228 000 FG	
- Ecart impayé à ce jour :	382 228 000 FG	soit 50 %

Ces montants impayés, qui constituent l'insuffisance de ressources financières, rendent difficile le bon fonctionnement de l'agence.

##### 2) au titre du Financement des Partenaires au Développement (BND), en 2015, assuré par :

**A- l'ONUDC-Représentation Régionale pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, à Dakar**, pour l'organisation du 1<sup>er</sup> atelier d'auto-évaluation de la Guinée, dans le cadre du premier cycle d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, du 27 au 29 mai 2015, à 58 500 000 GNF/ 8 068,95 USD.

**B- le PNUD**, à travers le Programme DAP Gouvernance –Etat de Droit, pour l'organisation de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, le 9 décembre 2015, à 65 868 500 GNF/ 8 234 USD.

**C- la Fondation OSIWA**, pour l'organisation de l'enquête nationale de perception de la gouvernance et de la gouvernance, 2015, dans les 5 Régions Administratives et la Ville de Conakry, à hauteur de 422 914 464, 22 GNF/ 59 901,30 USD.

Dans le même cadre, il est signalé les efforts de nos Partenaires au développement à prendre en charge, la participation de l'ANLC aux différentes rencontres dédiées à la prévention et la lutte contre la corruption et les pratiques assimilées, en Afrique et sur le plan international, notamment :

##### i) l'ONUDC :

- la Conférence Régionale Anti-Corruption de l'Afrique de l'Ouest, du 26 au 27 février 2015, à Niamey/Niger (ONUDC);
- la 23<sup>ème</sup> Réunion de la commission technique du GIABA (Groupe inter-gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest), du 18 au 22 mai 2015 à Yamoussoukro/Côte d'Ivoire.

- la Visite de travail à la Direction du Département de l'Intégrité et de la Lutte Contre la Corruption du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), à Abidjan/Côte d'Ivoire, le vendredi 22 mai 2015, pour un Accord de Partenariat avec le Groupe de la BAD,
- la 6<sup>è</sup> session du Groupe d'Examen de l'Application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2015, à Vienne/Autriche ;
- l'atelier de formation sur l'enseignement de la Lutte contre la Corruption dans les Universités en Afrique de l'Ouest et du Centre, du 2, 3 et 4 juin 2015, à Doha /Qatar ; à l'attention des Professeurs d'Université de l'Afrique de l'Ouest et Centrale francophone (ONUDC) ;
- l'Assemblée générale extraordinaire du RINLCAO, consacrée à l'examen et à l'adoption des nouveaux statuts (Constitution) du RINLCAO et, l'atelier sur la lutte contre le trafic de drogue, le crime organisé et la corruption dans la région ouest africaine, du 8 au 9 juin 2015, à Bamako/Mali;
- l'atelier d'examen des textes constitutifs et de restructuration organisationnelle de l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat (ASCE), Institution nationale de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption, du 6 au 7 juillet 2015, à Ouagadougou/Burkina Faso;
- la visite-pays dans le cadre de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption au Burkina Faso, par les experts du Rwanda et de la Guinée, pays examinateurs, du 1<sup>er</sup> au 3 septembre 2015 ;
- la formation des cadres de RINLCAO/NACIWA sur la corruption à l'académie d'anti-corruption de l'EFCC à Abuja au Nigeria du 28 septembre au 9 octobre 2015 ;
- la 6<sup>è</sup> Conférence des Etats parties à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, du 2 au 6 novembre 2015, à Saint Petersburg/Russie.

**ii) l'Initiative « StArt-Banque mondiale-ONUDC-INTERPOL » :**

a) 13<sup>ème</sup> programme mondial d'Interpol sur la lutte contre la corruption, la criminalité financière et recouvrement d'avoirs, du 14 au 18 septembre 2015, à Dakar au Sénégal ;

b) la participation à la 6<sup>è</sup> Conférence des Points de Contact Internationaux pour le Recouvrement des Avoirs volés « Initiative StArt-INTERPOL-ONUDC », du 16 au 20 novembre 2015, à New Delhi/Inde.

**iii) le Groupe de la BAD :** la participation à l'Atelier d'information et de sensibilisation sur le rôle des innovations technologiques dans l'identification et la réduction de la corruption - défis et opportunités pour la société civile/ Département de l'intégrité et de la lutte contre la corruption (IACD) de la BAD, à Dakar/Sénégal, du 13 au 17 Septembre 2015, à l'hôtel Radisson Blu, avec la visite de travail au siège de l'OSIWA à Dakar.

**iv) la CEDEAO :** la participation à la Table Ronde sur la « Dénonciation » pour les Institutions nationales de Lutte contre la Corruption des Etats membres de la CEDEAO et, l'Assemblée Générale annuelle du Réseau des Institutions Nationales de Lutte Anti-Corruption (RINLCAO/NACIWA en anglais), du 10 au 14 mars 2015, à Abuja/Nigéria.

Il est important de ressortir l'insuffisance de mobilisation des ressources financières par l'Etat, nécessaire à l'exécution du plan d'actions, en relation avec les engagements voire, les obligations vis-à-vis de nos Partenaires, en matière de promotion de la bonne gouvernance, de la prévention et la lutte contre la corruption et les pratiques assimilées.

#### **REMARQUE :**

Selon les données statistiques avérées sur le financement de la lutte contre la corruption dans les Etats en Afrique de l'Ouest, il est alloué en moyenne 150 FCFA ou 25 centime de dollar américain par citoyen soit 2100 FG ; dans les Institutions ou Agences de lutte contre la corruption et ils perdent en moyenne plus de 30.000 FCFA ou 50 dollars américains par citoyen soit 420 000 FG par an à cause des flux financiers illicites et des autres pratiques de corruption.

La Guinée est très loin de cette donnée avec seulement et annuellement, en **2014 : 124 000 dollars us** et moins de **110 000 dollars us en 2015**.

Dans la même période de 2014, les autres Etats de la Région ouest africaine, allouaient, respectivement, à leurs Institutions de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance, en dollars US:

- i) la Côte d'Ivoire : **2 252 000 ;**
- ii) le Libéria : **2 141 000 ;**
- iii) le Sénégal : **2 078 000 ;**
- iv) la Sierra Leone : **7 782 000 ;**
- v) le Mali : **6 930 000 ;**
- vi) le Ghana : **4 304 000 ;**
- vii) le Burkina Faso **1 888 000 ;**
- viii) le Niger **1 734 000 ;**
- ix) le Nigeria : **60 907 000 ;**
- x) le Benin **693 000 ;**
- xi) le Cap Vert : **566 000 ;**
- xii) la Guinée Bissau **135 000 ;** et,
- xiii) le Togo : **34 000**

Sources : ONUDC-RR-AOC-DKR).

La tendance actuelle du manque de financement de la lutte contre la corruption doit être inversée, avec des pouvoirs d'enquête et de poursuite ; car la corruption est inacceptable; et les principes de la transparence, de l'éthique, de la responsabilité et de la bonne gouvernance doivent prévaloir.

Au niveau local comme au niveau national, chacun en bénéficiera.

## V- DIFFICULTES ET SUGGESTIONS :

A) L'ANLC, a connu des difficultés qui ont eu des impacts négatifs dans son fonctionnement, parmi lesquelles, il faut citer :

- ✓ Le retard dans les décaissements des fonds alloués à l'ANLC, au titre de la subvention du Budget national de développement, dans le cadre de la Loi de Finances, et le non-paiement du complément des montants des trimestres prévus par l'exercice budgétaire de la période considérée.
- ✓ Le manque de moyens nécessaires pour le complément de personnels et le renforcement de capacités des ressources humaines, de la Direction, des Antennes Régionales et des Points Focaux.
- ✓ L'inadéquation des locaux et l'insuffisance des mobiliers et équipements de bureaux.
- ✓ Le manque de matériels roulants devant faciliter la mobilité des personnels, dans le cadre du fonctionnement efficace, et les différentes missions à l'intérieur du pays.
- ✓ Le manque d'internet à haut débit.
- ✓ La lenteur dans le processus d'adoption et de promulgation de la Loi portant Prévention, Détection et Répression de la Corruption et les Infractions Assimilées.
- ✓ La lenteur dans le processus d'éligibilité de la Guinée au MCC, dont l'ANLC est interpellée, en matière de bonne gouvernance et ; de lutte contre la corruption et les pratiques assimilées.
- ✓ Le manque à gagner « énorme » avec nos Partenaires au développement, par l'absence de la Loi Anti-Corruption, et le non application de la Déclaration de Djakarta sur les Institutions Nationales de Lutte Contre la Corruption.

B) L'ANLC, face à ces difficultés, suggère :

- ✓ La mise à disposition à temps opportun des ressources financières allouées à l'ANLC, dans le cadre de la Loi de Finances.
- ✓ L'obtention des locaux appropriés devant abriter les bureaux de la Direction et des Antennes Régionales.
- ✓ Le recrutement du complément de personnels et la mobilisation des moyens pour le renforcement des ressources humaines.

- ✓ L'acquisition de matériels roulants pour la Direction et les Antennes Régionales ainsi que les Points Focaux.
- ✓ La mise en place d'un système :i) de communication interactive et, ii) de connexion à haut débit pour la Direction et les 7 Antennes Régionales.
- ✓ La visibilité et la lisibilité de l'ANLC par : i) les panneaux publicitaires et les radios et télévisions à Conakry et à l'intérieur du pays et, l'actualisation du site web et du bulletin.
- ✓ La diligence dans les processus i) d'adoption et de promulgation de la Loi Anti-Corruption ; et, d'éligibilité de la Guinée au MCC.
- ✓ La prise en compte des engagements et obligations envers nos Partenaires, dans le cadre la bonne gouvernance, la prévention et la lutte contre la corruption.

## VI- PERSPECTIVES / 2016 - 2017

L'ANLC, avec la volonté politique « affirmée » du Chef de l'Etat, l'engagement de son Gouvernement et l'appui de nos Partenaires « nationaux et internationaux », s'est fixé **six (6) objectifs principaux**, à savoir :

- 1) le renforcement des capacités juridiques, institutionnelles et opérationnelles, pour lutter contre la corruption à travers :
  - a) la prévention, l'éducation, la sensibilisation, des enquêtes et des poursuites ;
  - b) la définition d'un cadre juridique adéquat ;
  - c) la mise à disposition des moyens logistiques appropriés ;
  - d) la dotation budgétaire conséquente et la mise à disposition à temps, des ressources financières fiables et suffisantes ;
  - e) la communication de façon régulière avec les usagers afin de garantir la confiance du public dans son indépendance, son équité et son efficacité.
- 2) la finalisation du cycle d'examen de la Guinée par ses pairs, de l'application de la Convention des Nations Contre la Corruption.
- 3) l'adoption, la promulgation et l'application de la Loi portant Prévention, Détection et Répression de la Corruption et les Infractions Assimilées.
- 4) l'adoption, la promulgation et l'application de la Loi portant Modalités et Procédures de Déclaration de Patrimoine ainsi que les Actes réglementaires d'application.
- 5) l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de la politique et la stratégie nationales de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.
- 6) la visibilité et lisibilité de l'ANLC par : i- les panneaux publicitaires dans différents endroits de la Capitale et à l'intérieur ; ii- la réactualisation du site web et la diffusion « régulière » du bulletin d'information, en versions électronique et papier, iii- la campagne d'information et de sensibilisation auprès des groupes cibles, iv- l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie de communication.

« Pour mieux combattre la corruption et les pratiques assimilées, le renforcement de l'ensemble des moyens (financiers, juridiques, matériels, et humains) et du cadre de travail de l'ANLC, est donc un impératif en termes d'efficacité et de résultats ».

***L'ANLC entend mobiliser toutes les couches socio-professionnelles, plus particulièrement les travailleurs, les élus, la société civile, le secteur privé, les syndicats, les corps habillés (Militaires et Paramilitaires), afin de faire échec à tout ce qui nuit aux vertus cardinales de morale publique et d'éthique « Redevabilité – Transparence – Intégrité » qui constituent les fondements de la Nation africaine de Guinée.***

Les principales actions/activités à réaliser en 2016 sont :

- 1- L'organisation de la rencontre annuelle des Antennes Régionales de l'ANLC, couplée d'un atelier de formation et, de l'examen des textes constitutifs et de restructuration organisationnelle des Antennes Régionales et des Points Focaux de l'ANLC;
- 2- La production et le dépôt du Rapport d'auto-évaluation de la CNUCC à l'ONUDC, pour faciliter l'examen par les Pairs de l'application de la CNUCC en Guinée, qui permettra l'identification des besoins techniques afin de rendre le cadre légal et les pratiques actuelles pleinement conformes avec la CNUCC; avec l'appui de l'ONUDC à assurer un suivi et une assistance technique appropriée pour la mise en œuvre des recommandations établies par le Rapport d'examen de l'application de la CNUCC en Guinée;
- 3- L'installation des Points Focaux dans les Départements, Institutions et Structures de l'Etat, avec le renforcement de leurs capacités opérationnelles ;
- 4- Le renforcement du cadre institutionnel et des capacités des ressources humaines de l'ANLC, en techniques d'investigation et de sensibilisation, en matière de lutte anticorruption et les pratiques assimilées, à Conakry, au niveau des Antennes Régionales ;
- 5- La réactualisation du site web et du bulletin d'informations de l'ANLC;
- 6- La validation et la publication des résultats de l'enquête nationale de perception de la corruption et de la gouvernance (INCG 2015) avec l'appui financier d'OSIWA ;
- 7- Les actions de lobbying pour l'adoption et la promulgation de la Loi portant Prévention, Détection et Répression de la Corruption et les Infractions Assimilées ;
- 8- L'adhésion de la Guinée, en tant qu'Etat partie à la CNUCC, à **l'Accord conférant le Statut d'Organisation internationale à l'Académie Internationale de Lutte Contre la Corruption (IACA) ;**
- 9- L'organisation d'une Conférence Nationale Anti-Corruption, après l'adoption et la promulgation de la Loi portant Prévention, Détection et Répression de la Corruption et les Infractions Assimilées.

Les objectifs de cette Conférence nationale sur l'anti-corruption en Guinée sont :

- a) Evaluer la Législation Nationale Anti-corruption avec la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte Contre la Corruption, le Protocole de la CEDEAO Contre la Corruption et les Principes de Djakarta sur les Institutions de Lutte Contre la Corruption.
  - b) Examiner la législation nationale et les cadres et mécanismes de coopération régionaux et internationaux des enquêtes, poursuites et jugements responsables des infractions liées à la corruption et les pratiques assimilées ;
  - c) Identifier et établir les preuves « scientifiques » à l'appui d'enquête et de procédures judiciaires ;
  - d) Adopter la Politique Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption;
  - e) Elaborer un Cadre Stratégique National de Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption, et ;
  - f) Définir et adopter la Stratégie Nationale de Coopération dans le domaine des enquêtes anti-corruption, de localisation, de confiscation, de recouvrement et de gestion d'avoirs.
- 10- Les campagnes de sensibilisation, d'information et de communication, pour une convergence dynamique dans la lutte contre la corruption, les pratiques assimilées et l'impunité, avec :

**a) Les Médias** ; pour permettre à ses acteurs de mieux comprendre le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption, afin de jouer pleinement le rôle qui est le leur dans ce noble combat pour la promotion des valeurs d'intégrité et d'honneur dans notre pays, particulièrement, les Radios rurales et communautaires (stations régionales, préfectorales et locales), et les journalistes des langues nationales des différentes radios et télévisions (publiques et privées) auprès des populations dans leur zone d'écoute, en collaboration avec le Ministère de la Communication, la Haute Autorité de la Communication et les Organisations professionnelles des Médias.

**b) Les Administrations des finances**, qui sont exposées, dans de nombreux cas, à la corruption et les pratiques assimilées, du fait de leurs missions « stratégiques » dans la mobilisation des recettes pour le Trésor public.

A savoir, les **Régies financières de l'Etat (Les Douanes et Les Impôts)**.

Cette rencontre placée sous l'égide du Ministère de l'Economie et des Finances, et du Ministère au Budget sera mise à profit pour :

- la signature d'**un Protocole d'Accord de Collaboration portant sur la probité et l'éthique (PACTE) des agents des douanes et des impôts ainsi que sur la lutte contre la corruption et la fraude fiscale et douanière sous toutes ses formes**, pour la performance et la consolidation de l'environnement fiscal et des recettes de l'Etat, afin de soutenir les efforts de développement économique et social du pays;

- le lancement de l'initiative d'une **Association Guinéenne de Finances Publiques (AGFP)**.

**c- Les Instances de juridiction et les organisations professionnelles de la justice, sous l'égide du Ministère de la Justice**, autour des alternatives, dans l'attente de l'adoption de la Loi anti-corruption, pour les dispositions appropriées voire « un Pôle judiciaire spécialisé en matière économique et financière compétent » pour l'instruction et le jugement des infractions à

caractère économique et financier, qui sont ou apparaissent d'une grande complexité, en raison notamment du grand nombre d'auteurs, de complices ou de victimes, de l'importance du préjudice ou du ressort géographique.

#### **d- Les organisations de la société civile**

Les organisations de la société civile jouent un rôle de premier ordre dans les actions de prévention et de sensibilisation dans le cadre de la lutte contre la corruption, les pratiques assimilées et la promotion de la bonne gouvernance, en vue d'assurer les conditions favorables à un changement de mentalités sur la gestion des deniers publics, la transparence ou l'obligation de rendre compte. "Elles ont la responsabilité de veiller à ce que les pouvoirs dans leurs différentes composantes fassent l'objet de contrôle « citoyen-actif » pour lutter contre la corruption et promouvoir la bonne gouvernance".

L'ANLC entend œuvrer avec les Organisations de la Société Civile dans le cadre d'un partenariat, dynamique et responsable, pour une société civile crédible dans son organisation et son mode de fonctionnement, afin de jouer pleinement leur rôle dans le noble combat contre la corruption, et pour la promotion des valeurs d'intégrité et d'honneur dans notre pays.

La rencontre sera placée sous l'égide du Conseil Economique et Social et le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.

#### **e- Les Fédérations et Centrales syndicales**

Les organisations syndicales jouent un rôle déterminant dans les actions de prévention et de sensibilisation voire, de détection dans le cadre de la lutte contre la corruption, les pratiques assimilées et la promotion de la bonne gouvernance, en vue d'assurer les conditions favorables à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, en particulier et de l'ensemble des populations en général. Elles assurent la mission de veille et d'interpellation pour un changement de mentalités sur la gestion des deniers publics, la transparence ou l'obligation de rendre compte.

L'ANLC entend œuvrer avec les Classes ouvrières dans le cadre d'un partenariat, dynamique et responsable, pour Organisations syndicales crédibles dans leur organisation et leur fonctionnement, afin de jouer pleinement leur rôle dans le noble combat contre la corruption, et pour la promotion des valeurs et des principes de redevabilité, de transparence et d'intégrité.

La rencontre sera placée sous l'égide du Conseil Economique et Social.

#### **f- Les Forces de défense et de sécurité**

Les différentes composantes de la défense et de la sécurité, qui viennent de connaître de profondes réformes institutionnelles pour une meilleure application de leurs fonctions « régaliennes et républicaines » afin de consolider la culture de transparence et

d'intégrité en leur sein, dans le cadre de la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance.

La rencontre sera placée sous l'égide des Ministères en charge de la Défense et de la Sécurité assistés des autorités des différents Corps.

**g- Les Députés autour du rôle de l'Assemblée Nationale dans la lutte contre la corruption, la fraude, les pratiques assimilées et la promotion de la bonne gouvernance.**

La rencontre sera mise à profit pour soutenir la création de la Section nationale guinéenne de l'Organisation mondiale des Parlementaires anti-corruption (GOPAC), précédée d'un atelier d'information et d'appropriation des objectifs et missions du GOPAC et sur l'outil d'auto-évaluation pour les Parlementaires sur la Lutte Contre la Corruption.

**h- Une Conférence-débats, à Conakry, sur le thème : L'Islam, le Christianisme et la lutte anticorruption selon les Saintes Ecritures.**

Elle sera animée par d'éminentes personnalités des deux Religions pratiquées en Guinée, en collaboration avec le Secrétariat Général des Affaires Religieuses. Cette activité sera accompagnée des Prières et Bénédiction dans toutes les Mosquées, les Eglises et les Chapelles du pays pour « **Rompre la chaine de la corruption** » et « **Stopper la Corruption** », **ce fléau plus dangereux que l'épidémie à virus Ebola.**

i- La Création du Pacte Mondial Guinée, avec et pour l'engagement des Entreprises du secteur privé dans la prévention et la lutte contre la corruption et les pratiques assimilées, et la promotion de la bonne gouvernance de la transparence, l'éthique la responsabilisation et, pour la bonne gouvernance, en partenariat avec la plateforme des Organisations patronales de Guinée et le Ministère de l'Industrie, des PME et de la promotion du Secteur Privé.

j- le lancement de la campagne d'information et de promotion de l'enseignement de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption dans les cours dans les Universités guinéennes, autour des objectifs suivants :

- ✓ Vulgariser la Convention des Nations Contre la Corruption, la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption, et le Protocole de la CEDEAO Contre la Corruption ;
- ✓ Promouvoir l'enseignement de la Lutte Contre la Corruption dans les programmes universitaires ;
- ✓ Explorer et examiner un cours modèle multidisciplinaire développé pour l'enseignement de la Lutte Contre la Corruption dans les Universités ;
- ✓ Aborder et traiter intensément les questions de la Corruption et les pratiques assimilées au sein des établissements universitaires ;
- ✓ Installer un Club Universitaire Anti-Corruption.

11- La participation aux différentes rencontres régionales et internationales dédiées à la prévention et la lutte contre la corruption, paiement des cotisations et autres contributions des membres des plateformes (Régionales et Internationales) des institutions de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance;

12- La poursuite de des consultations pour un atelier régional d'examen et d'harmonisation des textes sur : i) les conflits d'intérêt ; ii) les dénonciations, les dénonciateurs, les victimes et les témoins ; et, iii) les modalités et procédures de déclaration de patrimoine.

- Dans la recherche et la capitalisation des expériences de lutte contre la corruption, la fraude, les pratiques assimilées et de promotion de la bonne gouvernance, la direction a engagé des démarches auprès des Autorités ou Institutions similaires de certains pays africains, avec lesquels des accords de principe sont acquis pour des visites de travail à effectuer à des périodes à convenir en commun accord.

Il s'agit notamment :

- En Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Libéria, Sénégal et du Cap Vert) ;
- En Afrique Centrale et de l'Est (Cameroun et le Rwanda).

13- Contribuer à l'accélération du processus d'éligibilité de la Guinée au Millénium Challenge Corporation (MCC). L'Agence, partie prenante du processus au Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, entend partager avec les autres parties du processus :

- 1- Un Plan d'action en matière de Lutte Anticorruption et contre la Fraude et les Pratiques Assimilées au sein du « futur » Programme du Millénium Challenge Account de Guinée ;
- 2- Un Règlement Intérieur du Millénium Challenge Account de Guinée, et ;
- 3- Un Plan de formation des Cadres et Agents du Millénium Challenge Account de Guinée.

14- Organiser des Journées de concertation avec certaines entités ayant quelques points de convergences avec l'ANLC dans le cadre de la lutte contre la corruption et les pratiques assimilées comme les services spéciaux de lutte contre le grand banditisme, la CENTIF, l'ITIE, le MCC, les Corps de Contrôle, l'ARMP, l'ARPT etc...;

15- Organiser des journées de réflexion sur :

- 1- le bail locatif, y compris le loyer d'habitation et,
- 2- les prix unitaires des coûts de construction et/ou entretien du bâtiment des travaux publics : « **Sortir des bordereaux de prix unitaires - standards** ».

16- Contrôler la production et le paiement des taxes minières dans certaines des localités abritant les zones minières ;

17- Vérifier la procédure de passation des marchés publics des entreprises bénéficiaires des contrats administratifs ou de la commande publique ;

18- Vérifier le paiement des bourses et subventions au sein des Universités ;

19- Organiser des ateliers/missions de formation, d'études et d'information sur la Corruption, la fraude et les autres pratiques assimilées liées à l'économie numérique (l'informatique, le cyber criminalité, les Technologies de l'Information et de la Communication);

20- Organiser des ateliers de formation sur les Stratégies de :

Contrôle des mécanismes de passation de marché public et, Investigation des banques de données de la Télécommunication à l'analyse des résultats récapitulatifs du bouquet de régulation des émissions permises.

- 21- Organiser l'atelier de formation multidisciplinaire à l'attention des Avocats et Auxiliaires de Justice en matière de détection de la corruption et des conflits d'intérêt « Corruption : définition, causes et conséquences ».
- 22- Organiser l'atelier d'information et de formation sur le Code d'Ethique Judiciaire de la Cour Pénale Internationale et les Principes de Bangalore sur la Déontologie Judiciaire;
- 23- Organiser des Journées de réflexion et d'analyse du secteur des Etablissements et Entreprises Publics (EPA - EPIC), dans la dynamique des réformes institutionnelles, économiques, financières et structurelles :
  - i) évaluer et/ou examiner l'application de la Loi N°2015/022/AN, du 13 Août 2015, portant Gouvernance Financière des Sociétés et Etablissements Publics en République de Guinée ;
  - ii) faire l'état des lieux des performances économiques, financières et techniques,
  - iii) élaborer et adopter le cadre stratégique d'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité des EPA-EPIC « Charte de la Gouvernance des EPA-EPIC-SA » ;
  - iv) définir le rôle et la contribution des EPA-EPIC dans l'émergence et le développement inclusif et durable de la Guinée.

- 24- Organiser l'atelier autour de la présentation, l'appropriation et l'internationalisation des **Objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine**, dans le Plan National de Développement.

L'Agenda 2063 est à la fois une vision et un plan d'action. C'est un appel à l'action à tous les segments de la société africaine à travailler ensemble pour construire une Afrique prospère et unie, fondée sur des valeurs communes et un destin commun.

Dans leur Déclaration solennelle sur le 50e anniversaire, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA), tout en reconnaissant les réussites et les défis passés, ont réaffirmé leur volonté de développement accéléré du continent et le progrès technologique. Ils ont exposé leur vision et huit idéaux servant de piliers pour le continent dans un avenir prévisible, qui dans l'Agenda 2063, se traduira par des objectifs concrets, des jalons, des buts, des objectifs et des actions / mesures. L'Agenda 2063 permettra à l'Afrique de rester concentrée et engagée vis-à-vis des idéaux envisagés dans le cadre d'un monde en rapide mutation.

- 25- Organiser des Journées de réflexion et d'analyse des politiques et des réformes mises en œuvre pour la réalisation du projet de société du **Professeur Alpha CONDE**, Président de la République « **démocratiquement réélu** » pour un second quinquennat : « **Bilan du 1<sup>er</sup> Quinquennat** » « **Motivation et Perspectives du Second Quinquennat** » - **Défis et Enjeux pour l'émergence et le développement intégré et durable de la Guinée « avec et pour les Guinéens »** ; dans une **Afrique de l'Ouest intégrée et paisible des Citoyens, au sein de l'Union Africaine forte et prospère des Peuples, dans un Monde de solidarité et de respect mutuel.**

Sortir un **Plan Stratégique Partagé pour une Croissance « inclusive » et le Développement Durable de la Guinée**, en deux séquences, respectivement :

#### 1- Plan biennal de 2016 – 2017.

## 2- Plan triennal de 2018 – 2020.

26- Poursuivre la consultation, avec les Institutions ou Autorités anticorruption et contre la fraude et les pratiques assimilées de l'Union du Fleuve Mano, pour la tenue d'une Rencontre sous régionale, éventuellement à Conakry, afin de réfléchir et adopter une Stratégie « commune » de lutte anti-corruption et contre la fraude « Post crise Ebola », et pour la Relance de la Croissance et le Développement Durable dans l'espace du Fleuve Mano.

Cette Rencontre, envisagée en 2016, sous le haut patronage des Chefs d'Etat de l'Union du Fleuve Mano et sous l'égide du Secrétariat Exécutif de l'Union du Fleuve Mano, sera placée sous la haute Présidence de son **Excellence Professeur Alpha CONDE**, Président de la République de Guinée.

Elle sera mise à profit pour traiter le projet d'un Réseau des Institutions Nationales Anti-Corruption et contre la Fraude dans les pays du Mano River Union.

27- Relancer et poursuivre la démarche auprès de la Direction Exécutive de l'ONUSDC, pour :

i) l'installation d'une Unité mixte composée de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale, de la Douane, de l'ANLC, chargée du contrôle des conteneurs et de la sécurisation du trafic portuaire contre l'infiltration de la drogue, des armes et autres produits prohibés destinés à des fins criminelles et terroristes ; dans le cadre du Programme international de contrôle des conteneurs, à l'initiative de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUSDC) et l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) dont la République de Guinée est membre ;

ii) l'ouverture d'un Bureau de Programme de l'ONUSDC en Guinée.

28- Etudes, relecture et/ou élaboration, en collaboration avec les départements ou organismes concernés, afin de :

i) rendre le cadre légal, réglementaire et les pratiques actuelles pleinement conformes avec la législation nationale et les engagements africains et internationaux de prévention et de lutte contre la corruption ;

ii) prémunir les risques de corruption et de pratiques assimilées ; et,

iii) encourager la déontologie, l'éthique et la transparence des Agents et des Elus, pour l'exercice correct, efficace et responsable des fonctions et mandats, dans le cadre de la promotion de la bonne gouvernance, notamment :

- a) un manuel de procédures opérationnelles de l'ANLC ;
- b) un Manuel de l'Inspecteur Technique des Services de Police Nationale ;
- c) un code de bonne conduite des personnels de la Police Nationale ;
- d) un code d'éthique et de moralisation des marchés publics en partenariat avec la société civile et le secteur privé guinéens ;
- e) un Code de Règlementation générale des Contrats de Concession
- f) un Code de Règlementation de la Maitrise d'Ouvrage Publique Déléguée
- g) un Code de Règlementation générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ;

- h) une Procédure de dépôt et de vérification des listes des biens/patrimoines conformément aux dispositions légales en matière de déclaration des biens/patrimoines ;
- i) un Cadre Juridique et Institutionnel de Lutte Contre la Corruption en Guinée, « recensement, de la compilation et l'étude thématique des textes ou des Instruments Africains et Internationaux de Lutte Contre la Corruption » ;
- j) un Code de déontologie et d'éthique professionnelle de la CENTIF ;
- k) un Code de déontologie et d'éthique professionnelle de l'Agent du Trésor Public ;
- l) un Code d'éthique et de conduite des Agents des Douanes ;
- m) un Code de déontologie et d'éthique des Agents de l'administration des impôts ;
- n) un Livre de procédures fiscales ;
- o) une Charte Anti-Corruption des Banques, à soumettre à l'avis et aux observations des Autorités de la Banque Centrale.

## VII- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

De tout ce qui précède, le Gouvernement du **Professeur Alpha Condé**, Président de la République, démocratiquement réélu pour un second quinquennat « **2016 – 2020** », dans la poursuite de la mise en œuvre « cohérente et rapide » des réformes en cours, et pour l'atteinte des résultats escomptés, doit davantage compter avec la parfaite collaboration de l'ANLC et de ses partenaires, tant nationaux qu'internationaux, afin de réduire sensiblement les risques de corruption et les pratiques assimilées dans la gestion de la chose publique.

**« La corruption et les pratiques assimilées** : Ce phénomène est à la fois une cause et une conséquence de plusieurs activités illicites. Il facilite également l'infiltration de l'administration par les groupes criminels organisés, intelligemment entretenus. En plus, le détournement de ressources publiques ou privées destinées au bien commun au bénéfice de quelques poignées de personnes a un impact négatif et conséquent sur la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions des populations et ; constitue un facteur de déstabilisation et de compromission des actions de réformes dans les processus de démocratie et de développement de la Guinée. **Il est plus dangereux que le VIRUS EBOLA, que la Guinée et ses populations ont connu de 2014 à 2015** ».

A cet effet, les actions dédiées à ces réformes, pour la réalisation effective de la politique « volontariste » de développement « inclusif », devront avoir pour dénominateur commun la mise en place d'un cadre de redevabilité, de transparence et d'intégrité, embrassant l'ensemble des domaines de la vie publique pour que les ressources publiques servent à produire des services publics de qualité équitablement distribués à la population, avec pour ambition noble, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans cette optique, les efforts se concentreront sur les actions suivantes :

- a) l'adoption, la promulgation et l'application de la Loi Anti-Corruption ;
- b) l'élaboration d'une politique nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- c) l'adoption d'un plan d'actions « opérationnel » destiné à promouvoir la bonne gouvernance et, à prévenir ce fléau et à assurer un traitement équitable et transparent des cas de corruption par les juridictions compétentes ; en fin,
- d) **Prenant acte** des dispositions de la Constitution, en son Préambule et son article 36 ; de la volonté du Président de la République, Chef de l'Etat dans la promotion de la bonne

gouvernance et la lutte contre la corruption et les pratiques assimilées, dont la déclaration de son Patrimoine et, celui de l'ensemble des membres du Gouvernement, en début de son second quinquennat, constituant l'acte le plus illustratif ;

**L'ANLC doit être renforcée pour son fonctionnement efficace, promouvoir la bonne gouvernance et lutter contre la corruption à travers la prévention, l'éducation, la sensibilisation, des enquêtes et des poursuites judiciaires, par :**

- a) un cadre juridique adéquat et stable, comme la Loi Anti-Corruption et une Loi spécifique ainsi que leur application, pour garantir la continuité de l'ANLC, avec l'indépendance nécessaire ;
- b) un financement sûr et stable, pour s'acquitter de ses tâches, en tenant compte des ressources budgétaires du pays, mis à disposition en temps opportun des ressources prévues, fiables et suffisantes, dont elle assume la gestion et le contrôle complets sans préjudice des normes comptables et des prescriptions en matière de vérification des comptes appropriées, pour le développement progressif de ses capacités et l'amélioration de ses activités, ainsi que pour la réalisation de son mandat ainsi qu'avec des personnels spécialisés ayant une formation professionnelle, afin de leur permettre d'exercer efficacement leurs fonctions à l'abri de toute influence indue, conformément aux obligations et engagements internationaux au niveau régional et mondial, dont la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte Contre la Corruption et le Protocole de la CEDEAO sur la Lutte Contre la Corruption ;
- c) de bonnes relations de travail avec les organismes publics, la société civile, le secteur privé, des instances chargées de l'application de la loi dans la prévention et la lutte contre la corruption et d'autres parties prenantes, y compris la coopération internationale ;
- d) la promotion des principes et valeurs de redevabilité, de transparence et d'intégrité, pour aider les membres du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et, les praticiens de la justice et le public en général, à mieux comprendre et soutenir la nécessité de promouvoir la bonne gouvernance et la prévention, la lutte contre la corruption et les pratiques assimilées, en soutenant « activement » L'ANLC dans l'exercice de ses fonctions.

### **VIII- Remerciements :**

Enfin, l'ANLC saisit cette opportunité pour remercier le **Chef de l'Etat**, qui ne ménage aucun effort dans la promotion de la bonne gouvernance et ; la lutte contre la corruption et les pratiques assimilées, et son Cabinet particulièrement, Monsieur le Ministre d'Etat Directeur de Cabinet et ses principaux collaborateurs, Monsieur le Ministre d'Etat, Secrétaire Général et ses principaux collaborateurs, Monsieur le Ministre Chef de Cabinet et ses principaux collaborateurs.

Avec une mention spéciale à l'endroit de :

- Monsieur le Ministre Conseiller Spécial chargé des Relations avec les Institutions Républicaines, pour ses précieux conseils, son expertise, sa disponibilité et ses accompagnements dans les analyses, les réflexions et les activités de l'ANLC, en corrélation avec la réforme du secteur de la Justice ;
- Monsieur le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et l'ensemble de ses Collaborateurs « engagés », pour la bonne conduite effective des réformes de la Justice

**« Tronc commun et pilier central de toutes les réformes pour l'émergence et le développement intégré durable de la Guinée »** et son intérêt pour une législation nationale contre la corruption, exprimée par la mise en place d'une Commission au sein de son Département pour la lecture et l'harmonisation de l'avant-projet de Loi portant Prévention, Détection et Répression de la Corruption, en collaboration avec l'ANLC ;

- Des Membres du Groupe d'Experts nationaux, auprès de l'ANLC et à l'endroit de leurs institutions et structures d'origine, pour l'examen de l'application des Engagements internationaux (Conventions, Protocoles, Traités..) en matière de prévention et de lutte contre la corruption et les pratiques assimilées.

L'ANLC remercie, également, tous les partenaires nationaux et bi-multilatéraux au développement, avec l'expression de ses sentiments de satisfaction à l'endroit du PNUD avec le Programme DAP Gouvernance – Etat de Droit ; de l'ONUDC ; de la Banque mondiale avec l'Initiative StArt, de la BAD, de l'INTERPOL ; et, la Fondation OSIWA ainsi que le collectif de la presse, pour leurs appuis inestimables aux actions de l'ANLC, dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption et les pratiques assimilées.

**La Direction de l'ANLC, adresse ses sincères félicitations, et exprime sa profonde gratitude et ses encouragements à tout le personnel de l'ANLC, qui s'investi avec abnégation et dévouement et ce, malgré le manque « criard » des moyens financiers, techniques, logistiques et des locaux insuffisants et inappropriés ; avec la vision « ambitieuse » de faire de l'ANLC, l'organe dynamique dans l'exécution des missions de promotion de la bonne gouvernance; de prévention, de détection et de répression de la corruption et les pratiques assimilées.**

**Conakry, le 15 Janvier 2016  
Le Directeur Exécutif Adjoint de l'ANLC**

**Sékou Mohamed SYLLA**

**IX- ANNEXES**  
**POSITIONNEMENT DE LA GUINEE DANS LES INDICES ET/OU NOTATIONS**  
**EN MATIERE DE GOUVERNANCE, TRANSPARENCE ET**  
**DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.**

**Annexe 1- Transparency International  
2015 (Publié le 26 janvier 2016)**

**« La Guinée est à la 139<sup>ème</sup> position sur 167 du Monde et 37<sup>ème</sup> position sur 52 en Afrique »**

Le classement de la Guinée, par Transparency International, n'a débuté qu'en 2007, suite aux résultats de la toute première enquête nationale sur la perception de la corruption et de la gouvernance publiée en 2003, sous l'égide du Comité National de Lutte Contre la Corruption et de moralisation des activités économiques et financières (CNLC), financée par la Banque mondiale.

## TABLE OF RESULTS: CORRUPTION PERCEPTIONS INDEX 2015

A country or territory's score indicates the perceived level of public sector corruption on a scale of 0 (highly corrupt) to 100 (very clean). A country's rank indicates its position relative to the other countries in the index. This year's index includes 168 countries and territories. Click on the column headings to sort the results, or use the search to view the results for one country. Note that N/A means a country was not included in the index during a particular year. To learn more about the results and view the confidence intervals, please see our FAQs and download an XLS or JSON of the results.

Rank	Country/Territory	2015 Score	2014 Score	2013 Score	2012 Score
1	Denmark	91	92	91	90
2	Finland	90	89	89	90
3	Sweden	89	87	89	88
4	New Zealand	88	91	91	90
5	Netherlands	87	83	83	84
5	Norway	87	86	86	85
7	Switzerland	86	86	85	86
8	Singapore	85	84	86	87
9	Canada	83	81	81	84
10	Germany	81	79	78	79
10	Luxembourg	81	82	80	80
10	United Kingdom	81	78	76	74
13	Australia	79	80	81	85
13	Iceland	79	79	78	82
15	Belgium	77	76	75	75

16	Austria	76	72	69	69
16	United States	76	74	73	73
18	Hong Kong	75	74	75	77
18	Ireland	75	74	72	69
18	Japan	75	76	74	74
21	Uruguay	74	73	73	72
22	Qatar	71	69	68	68
23	Chile	70	73	71	72
23	Estonia	70	69	68	64
23	France	70	69	71	71
23	United Arab Emirates	70	70	69	68
27	Bhutan	65	65	63	63
28	Botswana	63	63	64	65
28	Portugal	63	63	62	63
30	Poland	62	61	60	58
30	Taiwan	62	61	61	61
32	Cyprus	61	63	63	66
32	Israël	61	60	61	60
32	Lithuania	61	58	57	54
35	Slovenia	60	58	57	61
36	Spain	58	60	59	65
37	Czech Republic	56	51	48	49

37	Korea (South)	56	55	55	56
37	Malta	56	55	56	57
40	Cape Verde	55	57	58	60
40	Costa Rica	55	54	53	54
40	Latvia	55	55	53	49
40	Seychelles	55	55	54	52
44	Rwanda	54	49	53	53
45	Jordan	53	49	45	48
45	Mauritius	53	54	52	57
45	Namibia	53	49	48	48
48	Georgia	52	52	49	52
48	Saudi Arabia	52	49	46	44
50	Bahrain	51	49	48	51
50	Croatia	51	48	48	46
50	Hungary	51	54	54	55
50	Slovakia	51	50	47	46
54	Malaysia	50	52	50	49
55	Kuwait	49	44	43	44
56	Cuba	47	46	46	48
56	Ghana	47	48	46	45
58	Greece	46	43	40	36
58	Romania	46	43	43	44

60	Oman	45	45	47	47
61	Italy	44	43	43	42
61	Lesotho	44	49	49	45
61	Montenegro	44	42	44	41
61	Sénégal	44	43	41	36
61	South Africa	44	44	42	43
66	Sao Tome and Principe	42	42	42	42
66	The FYR of Macedonia	42	45	44	43
66	Turkey	42	45	50	49
69	Bulgaria	41	43	41	41
69	Jamaica	41	38	38	38
71	Serbia	40	41	42	39
72	El Salvador	39	39	38	38
72	Mongolia	39	39	38	36
72	Panama	39	37	35	38
72	Trinidad and Tobago	39	38	38	39
76	Bosnia and Herzegovina	38	39	42	42
76	Brazil	38	43	42	43
76	Burkina Faso	38	38	38	38
76	India	38	38	36	36
76	Thailand	38	38	35	37
76	Tunisia	38	40	41	41

76	Zambia	38	38	38	37
83	Benin	37	39	36	36
83	China	37	36	40	39
83	Colombia	37	37	36	36
83	Liberia	37	37	38	41
83	Sri Lanka	37	38	37	40
88	Albania	36	33	31	33
88	Algeria	36	36	36	34
88	Egypt	36	37	32	32
88	Indonesia	36	34	32	32
88	Morocco	36	39	37	37
88	Peru	36	38	38	38
88	Suriname	36	36	36	37
95	Armenia	35	37	36	34
95	Mali	35	32	28	34
95	Mexico	35	35	34	34
95	Philippines	35	38	36	34
99	Bolivia	34	35	34	34
99	Djibouti	34	34	36	36
99	Gabon	34	37	34	35
99	Niger	34	35	34	33
103	Dominican Republic	33	32	29	32

103	Ethiopia	33	33	33	33
103	Kosovo	33	33	33	34
103	Moldova	33	35	35	36
107	Argentina	32	34	34	35
107	Belarus	32	31	29	31
107	Cote d'Ivoire	32	32	27	29
107	Ecuador	32	33	35	32
107	Togo	32	29	29	30
112	Honduras	31	29	26	28
112	Malawi	31	33	37	37
112	Mauritania	31	30	30	31
112	Mozambique	31	31	30	31
112	Vietnam	31	31	31	31
117	Pakistan	30	29	28	27
117	Tanzania	30	31	33	35
119	Azerbaijan	29	29	28	27
119	Guyana	29	30	27	28
119	Russia	29	27	28	28
119	Sierra Leone	29	31	30	31
123	Gambia	28	29	28	34
123	Guatemala	28	32	29	33
123	Kazakhstan	28	29	26	28

123	Kyrgyzstan	28	27	24	24
123	Lebanon	28	27	28	30
123	Madagascar	28	28	28	32
123	Timor-Leste	28	28	30	33
130	Cameroon	27	27	25	26
130	Iran	27	27	25	28
130	Nepal	27	29	31	27
130	Nicaragua	27	28	28	29
130	Paraguay	27	24	24	25
130	Ukraine	27	26	25	26
136	Comoros	26	26	28	28
136	Nigeria	26	27	25	27
136	Tajikistan	26	23	22	22
139	Bangladesh	25	25	27	26
<b>139</b>	<b>Guinée</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
139	Kenya	25	25	27	27
139	Laos	25	25	26	21
139	Papua New Guinea	25	25	25	25
139	Uganda	25	26	26	29
145	Central African Republic	24	24	25	26
146	Congo Republic	23	23	22	26

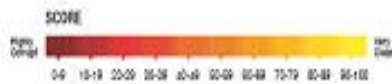
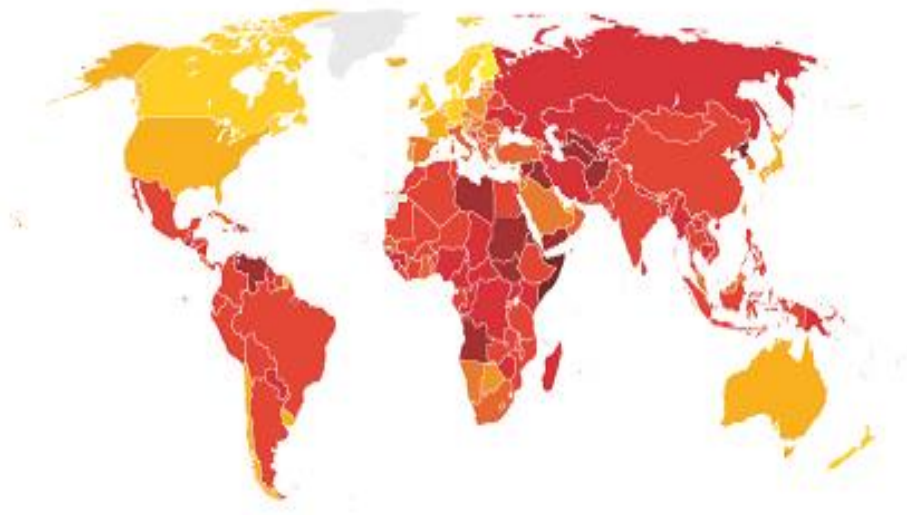
147	Chad	22	22	19	19
147	Democratic Republic of the Congo	22	22	22	21
147	Myanmar	22	21	21	15
150	Burundi	21	20	21	19
150	Cambodia	21	21	20	22
150	Zimbabwe	21	21	21	20
153	Uzbekistan	19	18	17	17
154	Eritrea	18	18	20	25
154	Syria	18	20	17	26
154	Turkmenistan	18	17	17	17
154	Yemen	18	19	18	23
158	Haiti	17	19	19	19
158	Guinea-Bissau	17	19	19	25
158	Venezuela	17	19	20	19
161	Iraq	16	16	16	18
161	Libya	16	18	15	21
163	Angola	15	19	23	22
163	South Sudan	15	15	14	N/A
165	Sudan	12	11	11	13
166	Afghanistan	11	12	8	8
167	Korea (North)	8	8	8	8
167	Somalia	8	8	8	8

## Classement Africain de l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency - 2015

Rank	Country/Territory/Classement mondial	2015 Score	2014 Score	2013 Score	2012 Score
1	Botswana/ <b>28</b>	63	63	64	65
2	Cape Verde/ <b>40</b>	55	57	58	60
3	Seychelles / <b>40</b>	55	55	54	52
4	Rwanda/ <b>44</b>	54	49	53	53
5	Mauritius/ <b>45</b>	53	54	52	57
6	Namibia/ <b>45</b>	53	49	48	48
7	Ghana/ <b>56</b>	47	48	46	45
8	Lesotho/ <b>61</b>	44	49	49	45
9	Sénégal/ <b>61</b>	44	43	41	36
10	South Africa/ <b>61</b>	44	44	42	43
11	Sao Tome and Principe/ <b>66</b>	42	42	42	42
12	Burkina Faso/ <b>76</b>	38	38	38	38
13	Tunisia/ <b>76</b>	38	40	41	41
14	Zambia/ <b>76</b>	38	38	38	37
15	Benin/ <b>83</b>	37	39	36	36
16	Liberia/ <b>83</b>	37	37	38	41
17	Algeria/ <b>88</b>	36	36	36	34
18	Egypt/ <b>88</b>	36	37	32	32
19	Morocco/ <b>88</b>	36	39	37	37




















20	Mali/ 95	35	32	28	34
21	Djibouti/ 99	34	34	36	36
22	Gabon/ 99	34	37	34	35
23	Niger/ 99	34	35	34	33
24	Ethiopia/ 103	33	33	33	33
25	Cote d'Ivoire/ 107	32	32	27	29
26	Togo/ 107	32	29	29	30
27	Malawi/ 112	31	33	37	37
28	Mauritania/ 112	31	30	30	31
29	Mozambique/ 112	31	31	30	31
30	Tanzania/ 117	30	31	33	35
31	Sierra Leone/ 119	29	31	30	31
32	Gambia/ 123	28	29	28	34
33	Madagascar/ 123	28	28	28	32
34	Cameroon/ 130	27	27	25	26
35	Comoros/ 136	26	26	28	28
36	Nigeria/ 136	26	27	25	27
37	<b>Guinée/ 139</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
38	Kenya/ 139	25	25	27	27
39	Uganda/ 139	25	26	26	29
40	Central African Republic/ 145	24	24	25	26


























41	Congo Republic/ 146	23	23	22	26
42	Chad/ 147	22	22	19	19
43	Democratic Republic of the Congo/ 147	22	22	22	21
44	Burundi/ 150	21	20	21	19
45	Zimbabwe/ 150	21	21	21	20
46	Eritrea/ 154	18	18	20	25
47	Guinea-Bissau/ 158	17	19	19	25
48	Libya/ 161	16	18	15	21
49	Angola/ 163	15	19	23	22
50	South Sudan/ 163	15	15	14	N/A
51	Sudan/ 165	12	11	11	13
52	Somalia/ 167	8	8	8	8






















































#cpi2015  
[www.transparency.org/cpi](http://www.transparency.org/cpi)


























**Annexe 2- Transparency International  
2014**  
« La Guinée est à la 145<sup>ème</sup> position sur 186 du Monde »


























Classement des pays du Monde selon leur indice de perception de la corruption publié par <a href="http://www.transparency.org">Transparency International</a>														
Rang	Pays	Indice												
		2014 <sup>1</sup>	2013 <sup>2</sup>	2012 <sup>3</sup>	2011 <sup>4</sup>	2010 <sup>5</sup>	2009 <sup>6</sup>	2008 <sup>7</sup>	2007 <sup>8</sup>	2006 <sup>9</sup>	2005 <sup>10</sup>	2004 <sup>11</sup>	2003	2002
1	 Danemark	92	91	90	9.4	9.3	9.3	9.3	9.4	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5
2	 Nouvelle-Zélande	91	91	90	9.5	9.3	9.4	9.3	9.4	9.6	9.6	9.5	9.5	9.4
3	 Finlande	89	89	90	9.4	9.2	8.9	9.0	9.4	9.6	9.6	9.7	9.7	9.9
4	 Suède	87	89	88	9.3	9.2	9.2	9.3	9.3	9.2	9.2	9.3	9.3	9.0
5	 Norvège	86	86	85	9.0	8.6	8.6	7.9	8.7	8.8	8.9	8.8	8.5	8.6
5	 Suisse	86	85	86	8.8	8.7	9.0	9.0	9.0	9.1	9.1	8.8	8.5	8.4
7	 Singapour	84	86	87	9.2	9.3	9.2	9.2	9.3	9.2	9.3	9.4	9.4	9.4
8	 Pays-Bas	83	83	84	8.9	8.8	8.9	8.9	9.0	8.7	8.6	8.9	9.0	8.8
9	 Luxembourg	82	80	80	8.5	8.5	8.2	8.3	8.4	8.6	8.5	8.7	9.0	8.7
10	 Canada	81	81	84	8.7	8.9	8.7	8.7	8.7	8.5	8.4	8.7	9.0	8.9
11	 Australie	80	81	85	8.8	8.7	8.7	8.7	8.6	8.7	8.8	8.8	8.6	8.5
12	 Allemagne	79	78	79	8.0	7.9	8.0	7.9	7.8	8.0	8.2	7.7	7.3	7.4
12	 Islande	79	78	82	8.3	8.5	8.7	8.9	9.2	9.6	9.7	9.6	9.4	9.2
14	 Royaume-Uni	78	76	74	7.8	7.6	7.7	7.7	8.4	8.6	8.6	8.6	8.7	8.3
15	 Belgique	76	75	75	7.5	7.1	7.1	7.3	7.1	7.3	7.4	7.6	7.1	6.6
15	 Japon	76	74	74	8.0	7.8	7.7	7.3	7.5	7.6	7.3	7.0	7.1	7.1
17	 Barbade	74	75	76	7.8	7.8	7.4	7.0	6.9	6.7	6.9			
17	 Hong Kong	74	75	77	8.4	8.4	8.2	8.1	8.3	8.3	8.3	8.0	8.2	7.9
17	 Irlande	74	72	69	7.5	8.0	8.0	7.7	7.5	7.4	7.4	7.5	6.9	7.5

























17	 États-Unis	74	73	73	7.1	7.1	7.5	7.3	7.2	7.3	7.6	7.5	7.7	7.6
21	 Chili	73	71	72	7.2	7.2	6.7	6.9	7.0	7.3	7.3	7.4	7.5	7.5
21	 Uruguay	73	72	7.0	6.9	6.7	6.9	6.7	6.4	5.9	5.5	5.1	5.1	
23	 Autriche	72	69	69	7.8	7.9	7.9	8.1	8.1	8.6	8.7	8.0	7.8	7.8
24	 Bahamas	71	71	71	7.3									
25	 Émirats arabes unis	70	69	68	6.8	6.3	6.5	5.9	5.7	6.2	6.2	6.1	5.2	
26	 Estonie	69	68	64	6.4	6.5	6.6	6.6	6.5	6.7	6.4	5.5	5.6	5.6
26	 France	69	71	71	7.0	6.8	6.9	6.9	7.3	7.4	7.5	6.9	6.3	6.7
26	 Qatar	69	68	68	7.2	7.7	7.0	6.5	6.0	6.0	5.9	5.6		
29	 Saint-Vincent-et-les Grenadines	67	62	62	5.8		6.4	6.5	6.1					
30	 Bhoutan	65	63	63	5.7	5.7	5.0	5.4	5.0					
31	 Botswana	63	64	65	6.1	5.8	5.6	5.8	5.4	5.6	5.9	6.0	5.7	6.4
31	 Chypre	63	63	66	6.3	6.3	6.6	6.4	5.3	5.6	5.7	5.4	6.1	
31	 Portugal	63	62	63	6.1	6.0	5.8	6.1	6.5	6.6	6.5	6.6	6.3	6.3
31	 Porto Rico	63	62	63	5.6	5.8	5.8	5.8						
35	 Pologne	61	60	58	5.5	5.3	5.0	4.6	4.2	3.7	3.4	3.5	3.6	4.0
35	 Taïwan	61	61	61	6.1	5.8	5.6	5.7	5.7	5.9	5.9	5.6	5.7	5.6
37	 Israël	60	61	60	5.8	6.1	6.1	6.0	6.1	5.9	6.3	6.4	7.0	7.3
37	 Espagne	60	59	65	6.2	6.1	6.1	6.5	6.7	6.8	7.0	6.9	7.1	7.0
39	 Dominique	58	58	58	5.2	5.2	5.9	6.0	5.6	4.5	3.0	2.9	3.3	3.2
39	 Lituanie	58	57	54	4.8	5.0	4.9	4.6	4.8	4.8	4.8	4.6	4.7	4.8
39	 Slovénie	58	57	61	5.9	6.4	6.6	6.7	6.6	6.4	6.1	5.9	6.0	5.2
42	 Cap-Vert	57	58	60	5.5	5.1	5.1	5.1	4.9					
43	 Corée du Sud	55	55	56	5.4	5.4	5.5	5.6	5.1	5.1	5.0	4.5	4.3	4.5
43	 Lettonie	55	53	49	4.2	4.3	4.5	5.0	4.8	4.7	4.2	4.0	3.8	3.7
















43	 <a href="#">Malte</a>	55	56	57	5.6	5.6	5.2	5.8	5.8	6.4	6.4			
43	 <a href="#">Seychelles</a>	55	54	52	4.8	4.8	4.8	4.8	4.5	3.6	4.0	4.4		
47	 <a href="#">Costa Rica</a>	54	53	54	4.8	5.3	5.3	5.1	5.0	4.1	4.2	4.9	4.3	4.5
47	 <a href="#">Hongrie</a>	54	54	55	4.6	4.7	5.1	5.1	5.3	5.2	5.0	4.8	4.8	4.9
47	 <a href="#">Maurice</a>	54	52	57	5.1	5.4	5.4	5.5	4.7	5.1	4.2	4.1	4.4	4.5
50	 <a href="#">Géorgie</a>	52	49	52	4.1	3.8	4.1	3.9	3.4	2.8	2.3	2.0	1.8	2.4
50	 <a href="#">Malaisie</a>	52	50	49	4.3	4.4	4.5	5.1	5.1	5.0	5.1	5.0	5.2	4.9
50	 <a href="#">Samoa</a>	52			3.9	4.1	4.5	4.4	4.5					
53	 <a href="#">République tchèque</a>	51	48	49	4.4	4.6	4.9	5.2	5.2	4.8	4.3	4.2	3.9	3.7
54	 <a href="#">Slovaquie</a>	50	47	46	4.0	4.3	4.5	5.0	4.9	4.7	4.3	4.0	3.7	3.7
55	 <a href="#">Bahreïn</a>	49	48	51	5.1	4.9	5.1	5.4	5.0	5.7	5.8	5.8	6.1	
55	 <a href="#">Jordanie</a>	49	45	48	4.5	4.7	5.0	5.1	4.7	5.3	5.7	5.3	4.6	4.5
55	 <a href="#">Lesotho</a>	49	49	45	3.5	3.5	3.3	3.2	3.3	3.2	3.4			
55	 <a href="#">Namibie</a>	49	48	48	4.4	4.4	4.5	4.5	4.5	4.1	4.3	4.1	4.7	5.7
55	 <a href="#">Rwanda</a>	49	53	53	5.0	4.0	3.3	3.0	2.8	2.5	3.1			
55	 <a href="#">Arabie saoudite</a>	49	46	44	4.4	4.7	4.3	3.5	3.4	3.3	3.4	3.4	4.5	
61	 <a href="#">Croatie</a>	48	48	46	4.0	4.1	4.1	4.4	4.1	3.4	3.4	3.5	3.7	3.8
61	 <a href="#">Ghana</a>	48	46	45	3.9	4.1	3.9	3.9	3.7	3.3	3.5	3.6	3.3	3.9
63	 <a href="#">Cuba</a>	46	46	48	4.2	3.7	4.4	4.3	4.2	3.5	3.8	3.7	4.6	
64	 <a href="#">Oman</a>	45	47	47	4.8	5.3	5.5	5.5	4.7	5.4	6.3	6.1	6.3	
64	 <a href="#">Macédoine</a>	45	44	43	3.9	4.1	3.8	3.6	3.3	2.7	2.7	2.7	2.3	
66	 <a href="#">Turquie</a>	45	50	49	4.2	4.4	4.4	4.6	4.1	3.8	3.5	3.2	3.1	3.2
67	 <a href="#">Koweït</a>	44	43	44	4.6	4.5	4.1	4.3	4.3	4.8	4.7	4.6	5.3	
67	 <a href="#">Afrique du Sud</a>	44	42	43	4.1	4.5	4.7	4.9	5.1	4.6	4.5	4.6	4.4	4.8
69	 <a href="#">Brésil</a>	43	42	43	3.8	3.7	3.7	3.5	3.5	3.3	3.7	3.9	3.9	4.0
69	 <a href="#">Bulgarie</a>	43	41	41	3.3	3.6	3.8	3.6	4.1	4.0	4.0	4.1	3.9	4.0

69	 Grèce	43	40	36	3.4	3.5	3.8	4.7	4.6	4.4	4.3	4.3	4.3	4.2
69	 Italie	43	43	40	3.9	3.9	4.3	4.8	5.2	6.2	6.2	5.2		
69	 Roumanie	43	43	44	3.6	3.7	3.8	3.8	3.7	3.1	3.0	2.9	2.8	2.6
69	 Sénégal	43	41	46	2.9	2.9	3.0	3.4	3.6	3.3	3.2	3.0	3.2	3.1
69	 Swaziland	43	39	37	3.1	3.2	3.6	3.6	3.3	2.5	2.7			
76	 Monténégro	42	44	41	4.0	3.7	3.9	3.4	3.3					
76	 Sao Tomé-et-Principe	42	42	42	3.0	3.0	2.8	2.7	2.7					
78	 Serbie <sup>12</sup>	41	42	39	3.3	3.5	3.4	3.4	3.0	2.8	2.7	2.3		
79	 Tunisie	40	41	41	3.8	4.3	4.2	4.4	4.2	4.6	4.9	5.0	4.9	4.8
80	 Bénin	39	36	36	3.0	2.8	2.9	3.1	2.7	2.5	2.9	3.2		
80	 Bosnie-Herzégovine	39	42	42	3.2	3.2	3.2	3.3	2.9	2.9	3.1	3.3		
80	 Salvador	39	38	38	3.4	3.6	3.4	3.9	4.0	4.0	4.2	3.7	3.4	3.2
80	 Mongolie	39	38	36	2.7	2.7	3.0	3.0	2.8	3.0	3.0			
80	 Maroc	39	37	37	3.0	3.4	3.3	3.5	3.5	3.2	3.2	3.2	3.3	3.7
85	 Burkina Faso	38	38	38	3.0	3.1	3.6	3.5	2.9	3.2	3.4			
85	 Inde	38	36	36	3.1	3.3	3.4	3.4	3.5	3.3	2.9	2.8	2.8	2.7
85	 Jamaïque	38	38	38	3.3	3.3	3.0	3.1	3.3	3.7	3.6	3.3	3.8	4.0
85	 Pérou	38	38	38	3.4	3.5	3.7	3.6	3.5	3.3	3.5	3.5	3.7	3.4
85	 Philippines	38	36	34	2.6	2.4	2.3	2.5	2.5	2.5	2.6	2.5	2.6	
85	 Sri Lanka	38	37	40	3.3	3.2	3.1	3.2	3.2	3.1	3.2	3.5	3.4	3.7
85	 Thaïlande	38	35	37	3.4	3.5	3.4	3.5	3.3	3.6	3.8	3.6	3.3	3.2
85	 Trinité-et-Tobago	38	38	39	3.2	3.6	3.6	3.6	3.4	3.2	3.8	4.2	4.6	4.9
85	 Zambie	38	38	37	3.2	3.0	3.0	2.8	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.6
94	 Arménie	37	36	34	2.6	2.6	2.9	3.0	2.9	2.9	3.1	3.0		
94	 Colombie	37	36	36	3.4	3.5	3.7	3.8	3.8	3.9	4.0	3.8	3.7	3.6

94	 Égypte	37	32	32	2.9	3.1	2.8	2.8	2.9	3.3	3.4	3.2	3.3	3.4
94	 Gabon	37	34	35	3.0	2.8	2.9	3.1	3.3	3.0	2.9	3.3		
94	 Liberia	37	38	41	3.2	3.3	3.1	2.4	2.1		2.2			
94	 Panama	37	35	38	3.3	3.6	3.4	3.4	3.2	3.1	3.5	3.7	3.4	3.0
100	 Algérie	36	36	34	2.9	2.9	2.8	3.2	3.0	3.1	2.8	2.7	2.6	
100	 Chine	36	40	39	3.6	3.5	3.6	3.6	3.5	3.3	3.2	3.4	3.4	3.5
103	 Bolivie	35	34	34	2.8	2.8	2.7	3.0	2.9	2.7	2.5	2.2	2.3	2.2
103	 Mexique	35	34	34	3.0	3.1	3.3	3.6	3.5	3.3	3.5	3.6	3.6	3.6
103	 Moldavie	35	35	36	2.9	2.9	3.3	2.9	2.8	3.2	2.9	2.3	2.4	2.1
103	 Niger	35	34	33	2.5	2.6	2.8	2.6	2.3	2.4	2.2			
107	 Argentine	34	34	35	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.8	2.5	2.5	2.8
107	 Djibouti	34	36	36	3.0	3.2	3.0	2.9						
107	 Indonésie	34	32	32	3.0	2.8	2.8	2.6	2.3	2.4	2.2	2.0	1.9	1.9
110	 Albanie	33	31	33	3.1	3.3	3.2	3.4	2.9	2.6	2.4	2.5	2.5	2.5
110	 Équateur	33	35	32	2.7	2.5	2.0	2.1	2.3	2.5	2.4	2.2	2.2	
110	 Éthiopie	33	33	33	2.7	2.7	2.6	2.4	2.4	2.2	2.3	2.5	3.5	
110	 Kosovo	33	33	34	2.9	2.8								
110	 Malawi	33	37	37	3.0	3.4	3.3	2.8	2.7	2.7	2.8	2.8	2.8	2.9
115	 Côte d'Ivoire	32	27	29	2.2	2.2	2.0	2.1		1.9	2.0	2.1	2.7	
115	 République dominicaine	32	29	32	2.6	3.0	3.0	3.0	3.0	2.8	3.0	2.9	3.3	3.5
115	 Guatemala	32	29	33	2.7	3.2	3.4	3.1	2.8	2.6	2.5	2.2	2.4	2.5
1115	 Mali	32	28	34	2.8	2.7	3.1	2.7	2.8	2.9	3.2	3.0		
119	 Biélorussie	31	29	31	2.4	2.5	2.0	2.1	2.1	2.6	3.3	4.2	4.8	
119	 Mozambique	31	30	31	2.7	2.7	2.6	2.8	2.8	2.8	2.8	2.7		
119	 Sierra Leone	31	30	31	2.5	2.4	1.9	2.1	2.2	2.4	2.3	2.2		

119	 <a href="#">Tanzanie</a>	31	33	35	3.0	2.7	3.0	3.2	2.9	2.9	2.8	2.5	2.7	
119	 <a href="#">Viêt Nam</a>	31	31	31	2.9	2.7	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.4	2.4	
124	 <a href="#">Guyana</a>	30	27	28	2.5	2.7	2.6	2.6	2.5	2.5				
124	 <a href="#">Mauritanie</a>	30	30	31	2.4	2.3	2.8	2.6	3.1					
126	 <a href="#">Azerbaïdjan</a>	29	28	27	2.4	2.4	1.9	2.1	2.4	2.2	1.9	1.8	2.0	
126	 <a href="#">Gambie</a>	29	28	34	3.5	3.2	2.9	1.9	2.3	2.5	2.7	2.8	2.5	
126	 <a href="#">Honduras</a>	29	26	28	2.6	2.4	2.6	2.5	2.5	2.6	2.3	2.3	2.7	
126	 <a href="#">Kazakhstan</a>	29	26	28	2.7	2.9	2.7	2.2	2.1	2.6	2.6	2.2	2.4	2.3
126	 <a href="#">Népal</a>	29	31	27	2.2	2.2	2.7	2.5	2.5	2.5	2.8			
126	 <a href="#">Pakistan</a>	29	28	27	2.5	2.3	2.5	2.4	2.2	2.1	2.1	2.5	2.6	
126	 <a href="#">Togo</a>	29	29	30	2.4	2.4	2.7	2.3	2.4					
133	 <a href="#">Madagascar</a>	28	28	32	3.0	2.6	3.4	3.2	3.1	2.8	3.1	2.6	1.7	
133	 <a href="#">Nicaragua</a>	28	28	29	2.5	2.5	2.5	2.6	2.6	2.6	2.7	2.6	2.5	
133	 <a href="#">Timor oriental</a>	28	30	33	2.4	2.5	2.2	2.6	2.6					
136	 <a href="#">Cameroun</a>	27	25	26	2.5	2.2	2.3	2.4	2.3	2.2	2.1	1.8	2.2	
136	 <a href="#">Iran</a>	27	25	28	2.7	2.2	2.3	2.5	2.7	2.9	2.9	3.0		
136	 <a href="#">Kirghizistan</a>	27	24	24	2.1	2.0	1.8	2.1	2.2	2.3	2.2	2.1		
136	 <a href="#">Liban</a>	27	28	30	2.5	2.5	3.0	3.0	3.6	3.1	2.7	3.0		
136	 <a href="#">Nigeria</a>	27	25	27	2.4	2.4	2.7	2.2	2.2	1.9	1.6	1.4	1.6	
136	 <a href="#">Russie</a>	27	28	28	2.4	2.1	2.1	2.3	2.5	2.4	2.8	2.7	2.7	
142	 <a href="#">Comores</a>	26	28	28	2.4	2.1	2.5	2.6						
142	 <a href="#">Ouganda</a>	26	26	29	2.4	2.5	2.6	2.8	2.7	2.5	2.6	2.2	2.1	
142	 <a href="#">Ukraine</a>	26	25	26	2.3	2.4	2.5	2.7	2.8	2.6	2.2	2.3	2.4	
145	 <a href="#">Bangladesh</a>	25	26	27	2.7	2.4	2.1	2.0	2.0	1.7	1.5	1.3	1.2	
<b>145</b>	 <a href="#">Guinée</a>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>2.1</b>	<b>2.0</b>	<b>1.6</b>	<b>1.9</b>	<b>1.9</b>					

145	 Kenya	25	27	27		2.1	2.1	2.1	2.2	2.1	2.1	1.9	1.9	
145	 Kirghizistan	27	24	24	2.1	2.0	1.8	2.1	2.2	2.3	2.2	2.1		
145	 Papouasie-Nouvelle-Guinée	25	25	25	2.2	2.1	2.0	2.0	2.4	2.3	2.6	2.1		
150	 République centrafricaine	24	25	26	2.2	2.1	2.0	2.0	2.4					
150	 Paraguay	24	24	25	2.2	2.2	2.4	2.4	2.6	2.1	1.9	1.6	1.7	
152	 République du Congo	23	22	26	2.2	2.1	1.9	2.1	2.2	2.3	2.3	2.2		
152	 Tadjikistan	23	22	22	2.3	2.1	2.0	2.1	2.2	2.1	2.0	1.8		
154	 Tchad	22	19	19	2.0	1.7	1.6	1.8	2.0	1.7	1.7			
154	 République démocratique du Congo	22	22	21	2.0	2.0	1.8	1.9	2.0	2.1	2.0			
156	 Cambodge	21	20	22	2.1	2.1	1.8	2.0	2.1	2.3	1.5	1.3	1.2	
156	 Birmanie	21	21	15	1.5	1.4	1.3	1.4	1.9	1.8	1.7	1.6		
156	 Zimbabwe	21	21	20	2.2	2.4	1.8	2.1	2.4	2.6	2.3	2.3	2.7	
159	 Burundi	20	21	19	1.9	1.8	1.9	2.5	2.4	2.3				
159	 Syrie	20	17	26	2.6	2.5	2.1	2.4	2.9	3.4	3.4	3.4		
161	 Angola	19	23	22	2.0	1.9	2.2	1.9	2.2	2.0	2.0	1.8	1.7	
161	 Guinée-Bissau	19	19	25	2.2	2.1	1.9	2.2						
161	 Haïti	19	19	19	1.8	2.2	1.4	1.6	1.8	1.8	1.5	1.5	2.2	
161	 Venezuela	19	20	19	1.9	2.0	1.9	2.0	2.3	2.3	2.3	2.4	2.5	
161	 Yémen	19	18	23	2.1	2.2	2.3	2.5	2.6	2.7	2.4	2.6	2.4	
166	 Érythrée	18	20	25	2.5	2.6	2.6	2.8	2.9	2.6	2.6			
166	 Libye	18	15	21	2.0	2.2	2.6	2.5	2.7	2.5	2.5	2.1		
166	 Ouzbékistan	18	17	17	1.6	1.6	1.8	1.7	2.7	2.2	2.3	2.4	2.9	
169	 Turkménistan	17	17	17	1.6	1.6	1.8	2.0	2.2	1.8	2.0			
170	 Irak	16	16	18	1.8	1.5	1.3	1.5	1.9	2.2	2.1	2.2		

171	 <a href="#">Soudan du Sud</a>	15	14										
172	 <a href="#">Afghanistan</a>	12	8	8	1.5	1.4	1.5	1.8		2.5			
174	 <a href="#">Soudan</a>	11	11	13	1.6	1.6	1.6	1.8	2.0	2.1	2.2	2.3	
175	 <a href="#">Somalie</a>	8	8	8	1.0	1.1	1.0	1.4		2.1			
-	 <a href="#">Sainte-Lucie</a>						7.0	7.1	6.8				
-	 <a href="#">Brunei</a>					5.5	5.5						
-	 <a href="#">Macao</a>					5.0	5.3	5.4	5.7	6.6			
-	 <a href="#">Vanuatu</a>					3.6	3.2	2.9	3.1				
-	 <a href="#">Grenade</a>							3.4	3.5				
-	 <a href="#">Kiribati</a>					3.2	2.8	3.1	3.3	3.7			
-	 <a href="#">Tonga</a>					3.0	3.0	2.4	1.7				
-	 <a href="#">Belize</a>						2.9	3.0	3.5	3.7	3.8	4.5	
-	 <a href="#">Salomon</a>					2.8	2.8	2.9	2.8				
-	 <a href="#">Maldives</a>					2.3	2.8	3.3					
-	 <a href="#">Guinée équatoriale</a>					1.9	1.7	1.9	2.1	1.9			

Corruption - Rapport 2015 - Photo: (c) T. I.

## Annexe 2 – Doing Business 2015

« La Guinée est à la 165<sup>ème</sup> position sur 189 du Monde »

### Classement des économies :

Les économies sont classées de 1 à 189 par rapport à la facilité d'y faire des affaires. Une note plus élevée indique un environnement réglementaire des affaires plus favorable à la création et au développement d'entreprises locales. Le classement est déterminé en fonction des scores de distance à la frontière agrégés par rapport aux 10 thématiques Doing Business, qui sont elles-mêmes composées de sous indicateurs. La pondération par indicateur est la même. La classification de toutes les économies est effective jusqu'à Juin 2015.

Economie	Facilité de Faire des Affaires ▲	Création d'Entreprise	Octroi de Permis de Construire	Raccordement à l'électricité	Transfert de Propriété	Obtention de Prêts	Protection des investisseurs minoritaires	Paiement des Taxes et Impôts	Commerce Transfrontalier	Exécution des Contrats	Règlement de l'insolvabilité
Singapour	1	10	1	6	17	19	1	5	41	1	27
Nouvelle-Zélande	2	1	3	31	1	1	1	22	55	15	31
Danemark	3	29	5	12	9	28	20	12	1	37	9
Corée, République de	4	23	28	1	40	42	8	29	31	2	4
RAS de Hong Kong, Chine	5	4	7	9	59	19	1	4	47	22	26
Royaume-Uni	6	17	23	15	45	19	4	15	38	33	13
États-Unis *	7	49	33	44	34	2	35	53	34	21	5
Suède	8	16	19	7	11	70	14	37	17	24	19
Norvège	9	24	26	18	13	70	14	14	45	8	6
Finlande	10	33	27	16	20	42	66	17	32	30	1
Taïwan, Chine	11	22	6	2	18	59	25	39	65	16	21
Macédoine, ex-République yougoslave de SUBNATIONAL	12	2	10	45	50	42	14	7	26	26	37
Australie	13	11	4	39	47	5	66	42	89	4	14
Canada	14	3	53	105	42	7	6	9	44	49	16
Allemagne	15	107	13	3	62	28	49	72	35	12	3
Estonie	16	15	16	34	4	28	81	30	24	11	40
Irlande	17	25	43	30	39	28	8	6	48	93	20
Malaisie	18	14	15	13	38	28	4	31	49	44	45
Islande	19	40	45	8	15	59	20	36	64	35	15
Lituanie	20	8	18	54	2	28	47	49	19	3	70
Autriche	21	106	47	17	26	59	36	74	1	6	18
Lettonie	22	27	30	65	23	19	49	27	22	25	43

Portugal	23	13	36	25	27	97	66	65	1	20	8
Géorgie	24	6	11	62	3	7	20	40	78	13	101
Pologne SUBNATIONAL	25	85	52	49	41	19	49	58	1	55	32
Suisse	26	69	56	5	16	59	105	19	40	46	44
France	27	32	40	20	85	79	29	87	1	14	24
Pays-Bas	28	28	85	43	30	79	66	26	1	91	11
Slovaquie	29	68	84	48	5	42	88	73	1	63	33
Slovénie	29	18	71	35	36	126	7	35	1	117	12
Émirats arabes unis	31	60	2	4	10	97	49	1	101	18	91
Maurice	32	37	35	41	99	42	29	13	66	27	39
Espagne SUBNATIONAL	33	82	101	74	49	59	29	60	1	39	25
Japon *	34	81	68	14	48	79	36	121	52	51	2
Arménie	35	5	62	99	14	42	49	41	29	28	71
République tchèque	36	93	127	42	37	28	57	122	1	72	22
Roumanie	37	45	105	133	64	7	57	55	1	34	46
Bulgarie	38	52	51	100	63	28	14	88	20	52	48
Mexique * SUBNATIONAL	38	65	67	72	106	5	57	92	59	41	28
Croatie	40	83	129	66	60	70	29	38	1	10	59
Kazakhstan	41	21	92	71	19	70	25	18	122	9	47
Hongrie	42	55	88	117	29	19	81	95	1	23	65
Belgique	43	20	54	53	132	97	57	90	1	53	10
Bélarus	44	12	34	89	7	109	57	63	25	29	69
Italie SUBNATIONAL	45	50	86	59	24	97	36	137	1	111	23
Monténégro SUBNATIONAL	46	59	91	163	79	7	36	64	42	43	36
Chypre	47	64	145	67	92	42	25	44	43	143	17
Chili	48	62	24	51	56	79	36	33	63	56	58
Thaïlande	49	96	39	11	57	97	36	70	56	57	49
Pérou	50	97	48	64	35	15	49	50	88	69	74
Russie, Fédération de * SUBNATIONAL	51	41	119	29	8	42	66	47	170	5	51
Moldova, République de SUBNATIONAL	52	26	170	104	21	28	36	78	33	67	60
Israël	53	56	96	91	127	42	8	103	58	77	29
Colombie SUBNATIONAL	54	84	38	69	54	2	14	136	110	180	30
Turquie	55	94	98	36	52	79	20	61	62	36	124

Mongolie	56	36	25	134	44	59	8	91	74	80	89
Porto Rico (États-Unis)	57	51	135	57	164	7	88	134	93	100	7
Costa Rica SUBNATIONAL	58	121	49	23	53	7	166	80	67	124	87
Serbie SUBNATIONAL	59	65	139	63	73	59	81	143	23	73	50
Grèce	60	54	60	47	144	79	47	66	27	132	54
Luxembourg	61	80	14	28	89	167	122	21	1	17	80
Rwanda	62	111	37	118	12	2	88	48	156	127	72
Azerbaïdjan	63	7	114	110	22	109	36	34	94	40	84
Jamaïque	64	9	72	80	122	7	57	146	146	107	35
Bahreïn	65	140	9	77	25	109	111	8	85	101	85
Kosovo SUBNATIONAL	66	47	136	124	32	28	57	67	71	48	163
Kirghizistan	67	35	20	160	6	28	36	138	83	137	126
Qatar	68	109	8	111	28	133	122	1	119	112	51
Panama SUBNATIONAL	69	44	70	32	84	19	66	166	54	148	132
Oman	70	149	46	60	33	126	134	10	69	70	105
Bhoutan	71	91	79	50	51	79	115	28	21	50	189
Botswana	72	143	97	122	70	70	81	71	51	128	56
Afrique du Sud SUBNATIONAL	73	120	90	168	101	59	14	20	130	119	41
Tunisie	74	103	57	38	86	126	105	81	91	81	57
Maroc SUBNATIONAL	75	43	29	55	76	109	105	62	102	59	130
Saint-Marin	76	113	64	10	80	181	122	32	18	82	106
Sainte-Lucie	77	67	50	26	104	152	66	83	72	67	109
Tonga	78	53	22	61	154	42	115	82	87	97	131
Bosnie-Herzégovine SUBNATIONAL	79	175	171	119	97	42	66	154	28	66	38
Malte	80	132	83	86	96	174	36	25	39	61	83
Guatemala SUBNATIONAL	81	101	106	21	75	15	174	50	78	173	153
Arabie saoudite	82	130	17	24	31	79	99	3	150	86	189
Ukraine	83	30	140	137	61	19	88	107	109	98	141
Brunei Darussalam	84	74	21	68	148	79	134	16	121	113	98
Chine * SUBNATIONAL	84	136	176	92	43	79	134	132	96	7	55
El Salvador SUBNATIONAL	86	125	156	107	71	15	155	162	46	109	79
Ouzbékistan	87	42	151	112	87	42	88	115	159	32	75

Fidji	88	167	111	78	55	79	111	108	73	88	89
Trinité-et-Tobago	88	72	144	27	151	42	36	114	114	167	67
Viet Nam	90	119	12	108	58	28	122	168	99	74	123
Dominique	91	63	115	37	165	133	66	98	61	83	129
Uruguay	92	61	160	40	110	59	122	130	153	104	64
République dominicaine SUBNATIONAL	93	110	44	149	82	97	81	77	57	115	159
Vanuatu	94	147	143	82	81	28	134	54	134	139	110
Seychelles	95	131	123	139	67	109	105	43	86	138	63
Samoa	96	39	93	52	65	152	57	100	151	79	133
Albanie SUBNATIONAL	97	58	189	162	107	42	8	142	37	96	42
Zambie	97	78	110	123	157	19	88	46	152	134	107
Népal	99	105	78	131	72	133	57	124	60	152	86
Paraguay	100	135	55	96	78	79	144	111	135	75	102
Koweït	101	148	133	128	68	109	66	11	149	58	122
Namibie	101	164	66	76	174	59	66	93	118	103	97
Philippines SUBNATIONAL	103	165	99	19	112	109	155	126	95	140	53
Antigua-et-Barbuda	104	107	95	33	118	152	66	161	114	19	125
Swaziland	105	156	80	155	113	70	134	79	30	175	96
Bahamas	106	118	94	114	183	133	111	24	97	60	61
Sri Lanka	107	98	77	81	153	97	49	158	90	161	78
Kenya SUBNATIONAL	108	151	149	127	115	28	115	101	131	102	144
Indonésie * SUBNATIONAL	109	173	107	46	131	70	88	148	105	170	77
Honduras SUBNATIONAL	110	150	87	143	88	7	134	155	136	150	139
Saint-Vincent-et-les Grenadines	111	77	59	79	160	152	66	97	68	31	189
Îles Salomon	112	95	58	90	158	79	105	68	141	160	137
Jordanie	113	88	103	56	98	185	163	52	50	126	146
Ghana	114	102	132	121	77	42	66	106	171	116	161
Lesotho	114	112	172	147	108	152	99	109	36	85	117
Brésil *	116	174	169	22	130	97	29	178	145	45	62
Équateur	117	166	74	97	69	97	115	139	120	99	148
Iran, République islamique d'	118	87	69	88	91	97	150	123	167	62	140
Barbade	119	100	158	87	134	126	166	99	127	164	34
Belize	120	159	81	73	128	162	122	69	117	133	81
Argentine	121	157	173	85	116	79	49	170	143	38	95
Ouganda	122	168	161	167	120	42	99	105	128	78	104
Liban	123	114	130	116	103	109	134	45	147	135	134

Saint Kitts-et-Nevis	124	90	32	84	170	152	88	147	70	42	189
Nicaragua SUBNATIONAL	125	123	168	94	147	97	150	165	81	94	103
Cap-Vert	126	75	104	140	74	109	163	94	106	47	189
Cambodge	127	180	181	145	121	15	111	95	98	174	82
Maldives	128	48	41	141	171	126	134	128	137	95	135
Cisjordanie et Gaza	129	170	162	75	95	109	144	56	84	90	189
Inde * SUBNATIONAL	130	155	183	70	138	42	8	157	133	178	136
Égypte SUBNATIONAL	131	73	113	144	111	79	122	151	157	155	119
Tadjikistan	132	57	152	177	102	109	29	172	132	54	147
Mozambique	133	124	31	164	105	152	99	120	129	184	66
Lao, République démocratique populaire	134	153	42	158	66	70	178	127	108	92	189
Grenade	135	76	100	58	139	133	122	132	138	89	189
Palaos	136	116	101	138	46	79	182	131	155	130	166
Guyane	137	92	138	165	125	167	99	117	139	87	156
Pakistan * SUBNATIONAL	138	122	61	157	137	133	25	171	169	151	94
Tanzanie	139	129	126	83	133	152	122	150	180	64	99
Îles Marshall	140	71	63	125	189	79	178	125	75	65	167
Malawi	141	161	65	175	93	152	115	102	123	147	164
Côte d'Ivoire	142	46	180	146	109	133	155	176	142	120	76
Burkina Faso	143	78	76	183	149	133	144	153	103	163	112
Mali	143	172	152	151	140	133	166	149	82	149	100
Papouasie-Nouvelle-Guinée	145	138	127	98	119	167	99	110	163	169	138
Éthiopie	146	176	73	129	141	167	166	113	166	84	114
Sierra Leone	147	99	142	178	159	152	88	129	164	105	142
Micronésie, États fédérés	148	162	141	103	189	70	185	116	53	181	116
Kiribati	149	142	137	173	142	162	122	23	112	114	189
Togo	150	133	179	109	182	133	155	163	126	125	93
Gambie	151	169	117	153	124	162	163	177	104	110	111
Burundi	152	19	165	185	94	174	115	111	154	146	145
Sénégal	153	85	148	170	152	133	155	183	113	145	88
Comores	154	163	116	132	123	109	144	167	80	179	189
Zimbabwe	155	182	184	161	114	79	81	145	100	166	152
Suriname	156	183	109	93	176	174	166	75	77	186	128
Bolivie	157	178	150	101	143	126	144	189	124	136	92
Bénin	158	115	82	179	172	133	150	179	116	168	112
Soudan	159	146	146	102	89	167	166	140	184	142	154
Niger	160	134	178	169	126	133	166	156	158	154	121

Iraq	161	154	147	106	117	181	115	59	178	122	189
Gabon	162	144	164	154	173	109	155	158	165	171	120
Algérie	163	145	122	130	163	174	174	169	176	106	73
Madagascar	164	128	182	188	161	167	105	76	125	153	127
<b>Guinée</b>	<b>165</b>	<b>126</b>	<b>166</b>	<b>159</b>	<b>146</b>	<b>133</b>	<b>166</b>	<b>184</b>	<b>161</b>	<b>118</b>	<b>108</b>
São Tomé-et-Principe	166	31	121	115	162	185	185	164	111	182	158
Myanmar	167	160	74	148	145	174	184	84	140	187	162
Mauritanie	168	70	112	152	100	162	134	187	160	71	189
Nigéria * SUBNATIONAL	169	139	175	182	181	59	20	181	182	143	143
Yémen, République du	170	152	89	150	83	185	122	135	189	129	151
Djibouti	171	171	124	172	168	181	174	85	162	183	68
Cameroun	172	137	159	113	175	126	134	180	185	159	118
Timor-Leste	173	104	154	95	189	162	81	57	92	189	189
Bangladesh *	174	117	118	189	185	133	88	86	172	188	155
République arabe syrienne	175	127	189	120	136	167	88	119	173	157	157
Congo, République du	176	177	120	176	166	109	150	182	177	158	115
Afghanistan	177	34	185	156	184	97	189	89	174	172	160
Guinée-Bissau	178	179	163	184	150	133	155	152	148	162	189
Libéria	179	37	174	180	178	109	182	118	183	176	168
Guinée équatoriale	180	187	157	135	156	109	144	175	175	108	189
Angola	181	141	108	166	169	181	66	141	181	185	189
Haïti	182	188	167	136	179	174	187	143	76	123	189
Tchad	183	185	133	181	155	133	155	186	168	156	149
Congo, République démocratique du	184	89	131	174	135	133	174	173	187	165	189
République centrafricaine	185	189	155	186	167	133	150	185	144	177	149
Venezuela, RB	186	186	125	171	129	109	178	188	186	141	165
Soudan du Sud	187	181	177	187	180	174	181	104	179	76	189
Libye	188	158	189	126	189	185	188	160	107	131	189
Érythrée	189	184	189	142	177	185	122	174	189	121	189

## Annexe 3 – Doing Business 2014

« La Guinée est à la 169<sup>ème</sup> position sur 189 du Monde »

### Doing Business 2014

#### Classement des économies

Les économies sont classées de 1 à 189 par rapport à la facilité d'y faire des affaires. Une note plus élevée indique un environnement réglementaire des affaires plus favorable à la création et au développement d'entreprises locales. Le classement est déterminé en fonction des scores de distance à la frontière agrégés par rapport aux 10 thématiques Doing Business, qui sont elles-mêmes composées de sous indicateurs. La pondération par indicateur est la même. La classification de toutes les économies est effective jusqu'à Juin 2014.

**SUBNATIONAL** = Les données *Doing Business* infranationales sont disponibles

Classements par région/Classement par revenu:

Economie	Facilité de Faire des Affaires ▲	Création d'Entreprise	Octroi de Permis de Construire	Raccordement à l'électricité	Transfert de Propriété	Obtention de Prêts	Protection des Investisseurs minoritaires	Paiement des Taxes et Impôts	Commerce Transfrontalier	Exécution des Contrats	Règlement de l'insolvabilité
<a href="#">Singapour</a>	1	6	2	11	24	17	3	5	1	1	19
<a href="#">Nouvelle-Zélande</a>	2	1	13	48	2	1	1	22	27	9	28
<a href="#">RAS de Hong Kong, Chine</a>	3	8	1	13	96	23	2	4	2	6	25
<a href="#">Danemark</a>	4	25	5	14	8	23	17	12	7	34	9
<a href="#">Corée, République de</a>	5	17	12	1	79	36	21	25	3	4	5
<a href="#">Norvège</a>	6	22	27	25	5	61	12	15	24	8	8
<a href="#">États-Unis *</a>	7	46	41	61	29	2	25	47	16	41	4
<a href="#">Royaume-Uni</a>	8	45	17	70	68	17	4	16	15	36	13
<a href="#">Finlande</a>	9	27	33	33	38	36	76	21	14	17	1
<a href="#">Australie</a>	10	7	19	55	53	4	71	39	49	12	14
<a href="#">Suède</a>	11	32	18	7	18	61	32	35	4	21	17
<a href="#">Islande</a>	12	31	56	9	23	52	28	46	39	3	15
<a href="#">Irlande</a>	13	19	128	67	50	23	6	6	5	18	21
<a href="#">Allemagne</a>	14	114	8	3	89	23	51	68	18	13	3
<a href="#">Géorgie</a>	15	5	3	37	1	7	43	38	33	23	122
<a href="#">Canada</a>	16	2	118	150	55	7	7	9	23	65	6
<a href="#">Estonie</a>	17	26	20	56	13	23	56	28	6	32	37
<a href="#">Malaisie</a>	18	13	28	27	75	23	5	32	11	29	36
<a href="#">Taiwan, Chine</a>	19	15	11	2	40	52	30	37	32	93	18
<a href="#">Suisse</a>	20	69	45	5	16	52	78	18	22	22	41
<a href="#">Autriche</a>	21	101	78	24	35	52	32	72	19	5	16
<a href="#">Émirats arabes unis</a>	22	58	4	4	4	89	43	1	8	121	92
<a href="#">Lettonie</a>	23	36	47	89	32	23	49	24	28	16	40
<a href="#">Lituanie</a>	24	11	15	105	9	23	78	44	21	14	67
<a href="#">Portugal</a>	25	10	58	47	25	89	51	64	29	27	10
<a href="#">Thaïlande</a>	26	75	6	12	28	89	25	62	36	25	45
<a href="#">Pays-Bas</a>	27	21	100	90	58	71	94	23	13	19	12
<a href="#">Maurice</a>	28	29	117	41	98	36	28	13	17	44	43
<a href="#">Japon *</a>	29	83	83	28	73	71	35	122	20	26	2
<a href="#">Macédoine, ex-République yougoslave de</a>	30	3	89	88	74	36	21	7	85	87	35
<b>SUBNATIONAL</b>											
<a href="#">France</a>	31	28	86	60	126	71	17	95	10	10	22
<a href="#">Pologne</a>	32	85	137	64	39	17	35	87	41	52	32
<a href="#">Espagne</a>	33	74	105	74	66	52	30	76	30	69	23
<a href="#">Colombie</a>	34	84	61	92	42	2	10	146	93	168	30
<b>SUBNATIONAL</b>											
<a href="#">Pérou</a>	35	89	87	86	26	12	40	57	55	100	76
<a href="#">Monténégro</a>	36	56	138	63	87	4	43	98	52	136	33

Economie	Facilité de Faire des Affaires ▲	Création d'Entreprise	Octroi de Permis de Construire	Raccordement à l'électricité	Transfert de Propriété	Obtention de Prêts	Protection des investisseurs minoritaires	Paiement des Taxes et Impôts	Commerce Transfrontalier	Exécution des Contrats	Règlement de l'insolvabilité
<b>SUBNATIONAL</b>											
<a href="#">Slovaquie</a>	37	77	110	100	11	36	100	100	71	55	31
<a href="#">Bulgarie</a>	38	49	101	125	57	23	14	89	57	75	38
<a href="#">Mexique *</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	39	67	108	116	110	12	62	105	44	57	27
<a href="#">Israël</a>	40	53	121	109	135	36	11	97	12	111	24
<a href="#">Chili</a>	41	59	62	49	45	71	56	29	40	64	73
<a href="#">Belgique</a>	42	14	82	99	171	89	40	81	26	10	11
<a href="#">Afrique du Sud</a>	43	61	32	158	97	52	17	19	100	46	39
<a href="#">République tchèque</a>	44	110	139	123	31	23	83	119	58	37	20
<a href="#">Arménie</a>	45	4	81	131	7	36	49	41	110	119	69
<a href="#">Rwanda</a>	46	112	34	62	15	4	117	27	164	62	101
<a href="#">Porto Rico (États-Unis)</a>	47	48	158	32	163	7	78	133	84	92	7
<a href="#">Roumanie</a>	48	38	140	171	63	7	40	52	65	51	46
<a href="#">Arabie saoudite</a>	49	109	21	22	20	71	62	3	92	108	163
<a href="#">Qatar</a>	50	103	23	40	36	131	122	1	61	104	47
<a href="#">Slovénie</a>	51	15	90	31	90	116	14	42	53	122	42
<a href="#">Panama</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	52	38	63	29	61	17	76	166	9	84	132
<a href="#">Bahreïn</a>	53	131	7	73	17	104	104	8	64	123	87
<a href="#">Hongrie</a>	54	57	103	162	52	17	110	88	72	20	64
<a href="#">Turquie</a>	55	79	136	34	54	89	13	56	90	38	109
<a href="#">Italie</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	56	46	116	102	41	89	21	141	37	147	29
<a href="#">Biélorus</a>	57	40	51	148	3	104	94	60	145	7	68
<a href="#">Jamaïque</a>	58	20	26	111	126	12	71	147	115	117	59
<a href="#">Luxembourg</a>	59	82	50	42	137	165	117	20	35	2	62
<a href="#">Tunisie</a>	60	100	85	38	71	116	78	82	50	78	54
<a href="#">Grèce</a>	61	52	88	80	116	71	62	59	48	155	52
<a href="#">Russie, Fédération de *</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	62	34	156	143	12	61	100	49	155	14	65
<a href="#">Moldova, République de</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	63	35	175	149	22	23	56	70	152	42	58
<a href="#">Chypre</a>	64	64	148	160	112	61	14	50	34	113	51
<a href="#">Croatie</a>	65	88	178	59	92	61	62	36	86	54	56
<a href="#">Oman</a>	66	123	49	79	19	116	122	10	60	130	112
<a href="#">Samoa</a>	67	33	57	20	48	151	71	96	80	83	124
<a href="#">Albanie</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	68	41	157	152	118	36	7	131	95	102	44
<a href="#">Tonga</a>	69	51	14	35	174	36	161	73	78	48	133
<a href="#">Ghana</a>	70	96	106	71	43	36	56	101	120	96	161
<a href="#">Maroc</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	71	54	54	91	115	104	122	66	31	81	113
<a href="#">Mongolie</a>	72	42	74	142	30	61	17	84	173	24	90
<a href="#">Guatemala</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	73	98	122	18	65	12	174	54	102	143	155
<a href="#">Botswana</a>	74	149	93	103	51	61	106	67	157	61	49
<a href="#">Kosovo</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	75	42	135	112	34	23	62	63	118	138	164
<a href="#">Vanuatu</a>	76	137	80	115	91	36	135	48	113	77	103
<a href="#">Kazakhstan</a>	77	55	154	97	14	71	25	17	185	30	63
<a href="#">Viet Nam</a>	78	125	22	135	33	36	117	173	75	47	104
<a href="#">Trinité-et-Tobago</a>	79	71	113	21	159	36	62	113	76	180	66
<a href="#">Azerbaïdjan</a>	80	12	150	159	10	104	51	33	166	31	94
<a href="#">Fidji</a>	81	160	73	75	64	71	110	107	116	59	91
<a href="#">Uruguay</a>	82	60	162	39	146	52	110	140	83	106	57
<a href="#">Costa Rica</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	83	118	52	46	47	89	181	121	47	129	89
<a href="#">République dominicaine</a>											
<b>SUBNATIONAL</b>	84	113	96	119	82	89	83	80	24	73	158
<a href="#">Seychelles</a>	85	127	48	130	78	171	56	43	42	103	61
<a href="#">Koweït</a>	86	150	98	93	69	116	43	11	117	131	127
<a href="#">Îles Salomon</a>	87	93	36	45	156	71	92	58	87	150	139
<a href="#">Namibie</a>	88	156	25	66	173	61	87	85	136	53	81
<a href="#">Antigua-et-Barbuda</a>	89	102	30	17	141	151	35	159	89	76	114
<a href="#">Chine *</a>	90	128	179	124	37	71	132	120	98	35	53

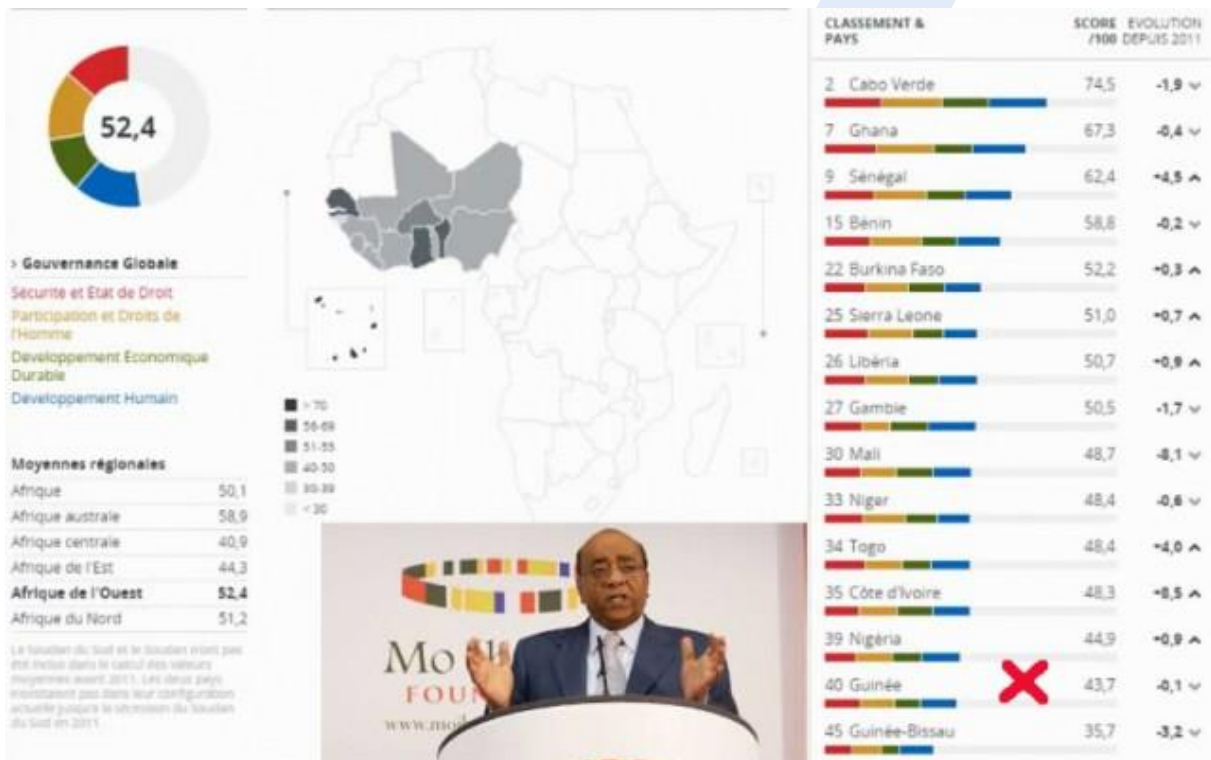
Economie	Facilité de Faire des Affaires ▲	Création d'Entreprise	Octroi de Permis de Construire	Raccordement à l'électricité	Transfert de Propriété	Obtention de Prêts	Protection des investisseurs minoritaires	Paiement des Taxes et Impôts	Commerce Transfrontalier	Exécution des Contrats	Règlement de l'insolvabilité
<b>SUBNATIONAL</b>											
Serbie	91	66	186	84	72	52	32	165	96	96	48
<b>SUBNATIONAL</b>											
Paraguay	92	126	43	51	60	71	166	111	150	90	106
Saint-Marin	93	132	112	6	111	180	110	34	59	33	111
Malte	94	136	109	114	83	171	51	26	43	107	86
Philippines	95	161	124	16	108	104	154	127	65	124	50
<b>SUBNATIONAL</b>											
Ukraine	96	76	70	185	59	17	109	108	154	43	142
Dominique	97	63	43	53	149	131	87	94	88	148	121
Bahamas	97	95	92	50	179	131	141	31	63	125	60
Sri Lanka	99	104	60	100	131	89	51	158	69	165	72
Sainte-Lucie	100	72	39	23	132	151	141	69	122	145	100
Brunéi Darussalam	101	179	53	42	162	89	110	30	46	139	88
Kirghizistan	102	9	42	168	6	36	35	136	183	56	157
Saint-Vincent-et-les Grenadines	103	80	35	8	155	151	71	93	45	101	189
Liban	104	119	164	57	106	116	106	40	97	110	136
Honduras	104	138	103	110	81	7	174	153	70	166	140
<b>SUBNATIONAL</b>											
Barbade	106	94	147	118	144	116	177	92	38	160	26
Bosnie-Herzégovine	107	147	182	163	88	36	83	151	104	95	34
<b>SUBNATIONAL</b>											
Népal	108	104	91	85	27	116	71	126	171	134	82
El Salvador	109	121	155	144	56	71	154	161	73	82	79
<b>SUBNATIONAL</b>											
Swaziland	110	145	55	140	129	61	110	74	127	173	80
Zambie	111	68	99	126	152	23	83	78	177	98	95
Egypte	112	73	142	106	84	71	135	149	99	152	126
<b>SUBNATIONAL</b>											
Palais	113	111	66	98	21	71	183	132	105	127	167
Indonésie *	114	155	153	78	117	71	43	160	62	172	75
<b>SUBNATIONAL</b>											
Equateur	115	165	59	120	80	89	117	138	114	88	151
Maldives	116	50	24	108	169	116	135	134	132	91	135
Jordanie	117	86	126	44	107	185	154	45	54	114	145
Belize	118	148	69	54	120	160	169	61	91	170	71
Nicaragua	119	120	134	95	134	89	172	164	74	70	110
<b>SUBNATIONAL</b>											
Brésil *	120	167	174	19	138	89	35	177	123	118	55
Saint Kitts-et-Nevis	121	87	16	10	170	151	87	137	67	116	189
Cap-Vert	122	78	114	133	62	104	170	91	101	39	189
Guyane	123	99	38	155	103	165	135	115	82	71	150
Argentine	124	146	181	104	119	71	62	170	128	63	83
Bhoutan	125	92	131	72	86	71	104	86	165	74	189
Grenade	126	80	40	77	128	131	141	106	51	144	189
Mozambique	127	107	84	164	101	131	94	123	129	164	107
Lesotho	128	108	161	117	93	151	106	109	147	115	120
<b>SUBNATIONAL</b>											
Pakistan *	128	116	125	146	114	131	21	172	108	161	78
Iran, République islamique d'	130	62	172	107	161	89	154	124	148	66	138
Tanzanie	131	124	169	87	123	151	141	148	137	45	105
Éthiopie	132	168	28	82	104	165	154	112	168	50	74
Papouasie-Nouvelle-Guinée	133	130	141	26	85	165	94	110	138	181	141
Kiribati	134	122	65	167	139	160	154	14	81	60	189
Cambodge	135	184	183	139	100	12	92	90	124	178	84
Kenya	136	143	95	151	136	116	122	102	153	137	134
<b>SUBNATIONAL</b>											
Yémen, République du	137	140	68	122	44	185	162	135	134	85	154
Gambie	138	159	71	138	113	160	162	180	77	49	102
Iles Marshall	139	70	10	68	189	71	183	128	68	58	168
Sierra Leone	140	91	120	172	158	151	62	130	133	109	143
Ouzbékistan	141	65	149	145	143	104	100	118	189	28	77
<b>SUBNATIONAL</b>											
Inde *	142	158	184	137	121	36	7	156	126	186	137
Cisjordanie et Gaza	143	162	173	83	99	116	141	51	130	105	189
Gabon	144	135	76	129	181	104	146	154	135	156	125

Economie	Facilité de Faire des Affaires ▲	Création d'Entreprise	Octroi de Permis de Construire	Raccordement à l'électricité	Transfert de Propriété	Obtention de Prêts	Protection des investisseurs minoritaires	Paiement des Taxes et Impôts	Commerce Transfrontalier	Exécution des Contrats	Règlement de l'insolvabilité
<a href="#">Micronésie, États fédérés</a>	145	151	37	30	189	61	186	114	106	162	118
<a href="#">Mali</a>	146	169	97	132	133	131	146	145	163	128	108
<a href="#">Côte d'Ivoire</a>	147	44	180	161	124	131	146	175	158	72	85
<a href="#">Lao, République démocratique populaire</a>	148	154	107	128	77	116	178	129	156	99	189
<a href="#">Togo</a>	149	134	170	134	182	131	122	163	112	134	93
<a href="#">Ouganda</a>	150	166	163	184	125	131	110	104	161	80	98
<a href="#">Bénin</a>	151	117	64	173	165	116	135	178	121	167	115
<a href="#">Burundi</a>	152	18	133	182	48	171	94	124	169	158	144
<a href="#">São Tomé-et-Príncipe</a>	153	23	46	57	148	185	183	162	111	179	162
<a href="#">Algérie</a>	154	141	127	147	157	171	132	176	131	120	97
<a href="#">Djibouti</a>	155	163	146	176	154	180	162	75	56	171	70
<a href="#">Iraq</a>	156	142	9	36	109	180	146	52	178	141	189
<a href="#">Bolivie</a>	157	171	129	127	130	116	160	189	125	111	96
<a href="#">Cameroun</a>	158	133	166	52	172	116	117	181	160	159	123
<a href="#">Comores</a>	159	173	31	81	105	131	122	167	144	177	189
<a href="#">Soudan</a>	160	139	160	136	46	165	174	139	162	163	156
<a href="#">Sénégal</a>	161	90	151	183	167	131	122	183	79	142	99
<a href="#">Suriname</a>	162	181	79	69	178	171	171	71	106	184	130
<a href="#">Madagascar</a>	163	37	177	189	153	180	87	65	109	146	129
<a href="#">Malawi</a>	164	157	72	181	76	151	132	103	170	154	166
<a href="#">Guinée équatoriale</a>	165	186	94	95	145	104	122	171	143	67	189
<a href="#">Tadjikistan</a>	166	106	168	178	70	116	56	169	188	40	149
<a href="#">Burkina Faso</a>	167	153	75	177	147	131	122	152	174	153	115
<a href="#">Niger</a>	168	177	119	165	95	131	146	155	179	132	128
<b>Guinée</b>	<b>169</b>	<b>175</b>	<b>159</b>	<b>154</b>	<b>122</b>	<b>131</b>	<b>162</b>	<b>184</b>	<b>141</b>	<b>133</b>	<b>119</b>
<a href="#">Nigéria *</a> SUBNATIONAL	170	129	171	187	185	52	62	179	159	140	131
<a href="#">Zimbabwe</a>	171	180	176	153	94	104	87	143	180	157	148
<a href="#">Timor-Leste</a>	172	96	115	15	189	160	100	55	94	189	189
<a href="#">Bangladesh *</a>	173	115	144	188	184	131	43	83	140	188	147
<a href="#">Libéria</a>	174	30	143	166	177	160	181	77	149	174	169
<a href="#">République arabe syrienne</a>	175	152	189	76	140	165	78	117	146	175	146
<a href="#">Mauritanie</a>	176	164	77	169	66	171	166	187	151	86	189
<a href="#">Myanmar</a>	177	189	130	121	151	171	178	116	103	185	160
<a href="#">Congo, République du</a>	178	170	102	170	168	104	146	182	181	151	117
<a href="#">Guinée-Bissau</a>	179	176	165	180	160	131	122	150	119	169	189
<a href="#">Haïti</a>	180	188	132	94	175	171	187	142	142	89	189
<a href="#">Angola</a>	181	174	67	157	164	180	94	144	167	187	189
<a href="#">Venezuela, RB</a>	182	182	152	155	102	104	178	188	176	79	165
<a href="#">Afghanistan</a>	183	24	185	141	183	89	189	79	184	183	159
<a href="#">Congo, République démocratique du</a>	184	172	111	175	142	131	146	168	175	176	189
<a href="#">Tchad</a>	185	185	123	174	166	131	146	186	182	149	152
<a href="#">Soudan du Sud</a>	186	178	167	179	180	171	173	98	187	94	189
<a href="#">République centrafricaine</a>	187	187	145	186	150	131	135	185	186	182	152
<a href="#">Libye</a>	188	144	189	65	189	185	188	157	139	126	189
<a href="#">Érythrée</a>	189	183	189	113	176	185	166	174	172	68	189

## Annexe 4 – Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) 2015

### CLASSEMENT ANNUEL SUR LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE.

L'indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG)  
Publié, lundi 5 octobre 2015



La Guinée à la 14<sup>ème</sup> position sur 15 dans l'espace CEDEAO, juste derrière son voisin la Guinée Bissau et, la 40<sup>ème</sup> place sur 54 pays d'Afrique.

**Annexe 5 – Développement Humain-PNUD- 2015**

**« La Guinée est classée 182<sup>ème</sup> sur 188 »**

**EQUIPE DE REDACTION DU RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL 2015  
SOUS LA SUPERVISION DU DIRECTEUR EXECUTIF ADJOINT  
DE L'ANLC**

## **NOTE DE SERVICE N°12/DEA/2015**

Portant mise en place d'un Groupe de Travail pour l'évaluation des actions, et la réalisation d'un Rapport d'Activités Annuel, 2014 – 2015 de l'ANLC.

### **LE DIRECTEUR EXECUTIF ADJOINT.**

**Vu** la nécessité de service ;

#### **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est créé au sein de l'ANLC, un Groupe de Travail pour l'évaluation des actions, et la réalisation d'un Rapport d'Activités Annuel, 2014 – 2015 de l'ANLC.

**Article 2** : Le Groupe de Travail a, spécifiquement, pour mission de faire une évaluation des actions, et de rédiger un rapport d'activités annuel de 2014 à 2015.

**Article 3** : Le Groupe de travail est composé comme suit :

- **Coordinateur** : Monsieur Sayon CAMARA ;
- **Rapporteurs** : i) Monsieur Fodé Elimane Ousmane CAMARA et, ii) Madame Korka Bailo SOW.
- **Membres** :
  - i) Monsieur Moustapha CAMARA ;
  - ii) Monsieur Boubacar Sidy TOUNKARA ;
  - iii) Monsieur Mohamed Arafan CAMARA ;
  - iv) Monsieur Mohamed Georges YOPA;
  - v) Monsieur Abdoulaye TRAORE;
  - vi) Monsieur Souleymane SYLLA.

**Article 4** : Le Groupe de Travail doit « impérativement » présenter son rapport, le 17 décembre 2015, pour le processus de finalisation interne, et son adoption.

**Article 5** : Vu l'importance que révèle l'Object de la présente, tous les membres sont priés d'accorder une importance de premier ordre aux travaux qui seront tenus conformément à un programme pré-établi par ladite commission.

**Article 6** : La présente Note de Service prend effet à compter de sa date de signature.

**Conakry, le 13 novembre 2015**  
**Sékou Mohamed SYLLA**

**Contact :**

**Agence Nationale de Lutte contre la Corruption et de promotion de la bonne gouvernance (ANLC)**

Villa N° 20 - Cité des Nations

Quartier Boulbinet - Commune de Kaloum

**CONAKRY**

République de Guinée

Tél : (+224) 622 069 200

E-Mail: [anlanguinee@gmail.com](mailto:anlanguinee@gmail.com)

Site web: [www.anlanguinee.org](http://www.anlanguinee.org)

Téléphone vert : 147

